Numéro 786 Prix : 5,8 euro **septembre 2014**

La Révolution Prolétarienne

L'INSTANT DECISIF DE LA REVOLUTION EST PERMANENT
Siegfried Kracauer (1889-1966)

REVUE FONDEE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

Collaborateurs depuis la création

Alfred Rosmer ; Robert Louzon
Maurice Chambelland; Robert Debré
Ferdinand Charbit
Roger Hagnauer ; Simone Weil
Gaston Ferdière
Albert Camus ; Jean-Paul Finidori
Simon Rubak ; Raymond Guilloré
Gilbert Walusinski ; Marcel Martinet
Jean-Daniel Martinet ; Roger Lapeyre
Jean et Josette Cornec
Jacques Reclus ; Nicolas Faucier
Jacques Gallienne ; Robert Debré
Jean-Louis Bureau ; Roger Bossière
Georges Lamizet ; Félix Franc
Marc Rosentaub
Jean Cornec ; Jacques Ruffié
Albert Memmi
Pierre Aubery
Paul Heutching
Jacques Faure
Daniel Béresniak
Jacques Simon
Laurent Préziosi ; Pierre Roubin
François Lonchampt
Rolland Hénault
Pierre Ajavon ; Alain Tizon
Jacques Demorgon
Jean-Kely Paulhan
Gabriel Fontenoy ; Pierre Verhas
David Ball

La Révolution Prolétarienne
Directeur Jean MOREAU
Siège social :
26, rue des Rosiers, 75004 PARIS
Tel : 01 48 87 59 80
Editée par :
Les Amis de la Révolution Prolétarienne
Trimestriel. Abonnement : 23 euros
CCP : 8044 64 Y Paris

Commission paritaire n° 0316G87832

« L'Histoire autrement »

L'ignorance inaugure toujours les siècles obscurs. Le religieux, le politique ou l'économique, dénaturés par la folie humaine se livrent aujourd'hui une guerre sans merci pour aboutir aux crimes que l'on sait. La confusion n'exclut pas le manichéisme. Les ennemis d'hier peuvent devenir les amis d'aujourd'hui. Une certaine rhétorique médiatique aggrave l'impéritie citoyenne : le nom des Yézidis[1] est rarement expliqué. Une bande de malfaiteurs, *Daech*, devient un « Etat islamique » et une « réponse » à l'occidentalisation du monde…

La lecture historienne exige une méthode. Notre Camarade Roger Hagnauer[2] soulignait qu'il faut se défier de ceux qui veulent faire de l'Histoire une *leçon de morale*, une suite sans liens d'événements politiques, diplomatiques, militaires… et cédant souvent au sensationnel. Elle n'est pas non plus une *narration romancée*, ni une *légende* – celle-ci fût-elle noire – délaissant la complexité…

C'est que l'historien – y compris celui du temps présent – comme le journaliste, devraient être des enquêteurs soucieux d'esprit critique et de libre examen des faits. Replacer ceux-ci dans l'Histoire longue, distinguer la conjoncture de l'événement, c'était l'esprit de Fernand Braudel.

Suzanne Citron[3], rescapée du camp de Drancy où elle avait été internée parce que juive, devenue professeur et historienne, dénonce avec talent l'Histoire-roman apprise à l'Ecole de Jules Ferry, ainsi que tous les mythes qui l'accompagnent : celui des ancêtres Gaulois, celui d'une identité nationale univoque, alors qu'elle est toujours plurielle. De même est trop souvent, pour la Grande Guerre, occulté Zimmerwald. Quant aux soldats indigènes d'Outre-Mer ils sont présentés comme une immense armée de « volontaires ». Suzanne Citron nous invite à regarder l'Hexagone « comme le fragment récent d'une Terre des hommes au très long passé ».

Jean MOREAU

1 Population très ancienne en Iran. Adorateurs du dieu Xwede.
2 *Les joies et les fruits de la lecture*, 1960. Ed. Ouvrières.
3 *L'histoire de France autrement*, 1992. Ed. Ouvrières.

Assemblée Générale de la RP

Conformément à ses statuts, l'Association des Amis de la *RP* a tenu son Assemblée Générale le 19 juin 2014.

Après les excuses de quelques camarades, Jacques Demorgon, Stéphane Julien, Jean-Philippe Ould-Aoudia, Vincent Présumey, le rapport d'activité, comme d'habitude, présenta la politique éditoriale de notre revue. Le rapport moral, également présenté par Jean Moreau, fut un rappel de l'Histoire prestigieuse de la *RP*, à partir d'un texte retraçant une émission de *Radio Libertaire* (juin 1998) à laquelle participaient nos amis Roger Bossière et Jean-Louis Bureau. Suivant la suggestion des camarades présents, nous reproduisons ci-contre ce texte.

Nous avons eu cette année, pour la première fois, le plaisir d'accueillir nos camarades Jean Paulhan et David Ball dont les articles honorent notre revue, avec ceux de Pierre Verhas, Alain Tizon…

Nos lecteurs prendront ci-dessous connaissance du rapport financier.

Les rapports ont été adoptés à l'unanimité.

Réunion du 19 juin 2014

Finances année 2013

Sur le compte CCP au 4 janvier 2013 : 6937,70 euro

Recettes : 4 426,00 euro - abonnements et souscription *(en 2012 : 2 899,00 euro)*

Dépenses : 1 814,05 euro *(en 2012 : 1 398,85 euro)*

Détail des dépenses

Imprimerie, brochage :	810,38 euro *(869,34 en 2012)*
Expédition : (779, 780, 781, 782)	375,31 euro *(333,55 en 2012)*
Frais divers (timbres), enveloppes, étiquettes, papier, encre, taxis, voyage P. Verhas :	609,56 euro *(182,40 en 2012)*
Frais de tenue de compte :	18,80 euro *(13,56 en 2012)*

Total des dépenses :	**1 814,05 euro**

Détail des frais d'impression pour les numéros :

Pour les n° : 779 décembre 2012 (24 p. – 250 ex.)	170,73
780 mars 2013 (24 p. – 240 ex.)	169,77
781 juin 2013 (32 p. – 250 ex.)	266,66
782 septembre 2013 (28 p. 240 ex.)	203,22

Total impression :	810,38 euro *(869,34 en 2012)*

Sur le compte CCP au 24 décembre 2013 : 9 625,20 euro

Finances en cours d'année 2014

Sur le compte CCP au 24 décembre 2013 : 9 625,20 euro

Recettes : Depuis début janvier : 532,00 euro d'abonnements et souscription ont été encaissés (la relance faite au mois de mai, avec la convocation à l'AG a rapporté 774 euro qui ne sont pas encore portés sur le CCP)

Dépenses : total de 943 ,13 euro au 4 juin 2014

Détail des dépenses

Imprimerie, brochage : (n° 783 et 784)	540,00 euro
Expédition : (n°783 et 784)	237,73 euro
Frais divers (timbres), enveloppes, étiquettes,papier, encre, taxis :	147,40 euro
Frais de tenue de compte :	18,00 euro

Total au 4 juin 2014 :	**943,13 euro**

Détail des frais d'impression pour les numéros :

Pour les n° : 783 décembre 2013 (36 p. – 250 ex.)	258,65
784 mars 2014 (32 p. – 260 ex.)	281,35

Le numéro 285 de juin 2014 est en cours de réalisation

Sur le compte CCP au 4 juin 2014 : 9 214,07 euro

Rectificatifs

Nous prions notre ami Jean Paulhan de bien vouloir nous excuser d'avoir laissé passer deux erreurs dans son dernier texte (*RP* 785, page 13) : la première, dans le titre lui-même. Il fallait écrire « S'il faut choisir, je me dirai »… **jaurésien** (et non jauressien), la seconde, deux mots supprimés rendent la phrase difficile à comprendre (1er colonne, auprès l'intertitre « Contre toutes les oppressions », 2e citation De Jaurès : « *Vous pourrez traverser ces pays, les dévaster, les razzier, vous pourrez exaspérer des hommes, mais vous ne pourrez pas leur faire dire : nous* ***sommes soumis*** *indéfiniment.* »

D'où vient l'argent ?

Abonnements, réabonnements 3e trimestre 2014 :

Bhely Quenum O. (30), Bujard A. (69), Djourno Edwige (78), Gallin D. (Suisse), Liège M. (86), Molin G. (57), Monatte Geneviève (43), Senikies Dominique (92), Vega C. (52), Verhas P. (Belgique).

Souscriptions 3e trimestre 2014 :

Bhely Quenum O. (30), Djourno Edwige (78), Gallin D. (Suisse), Monatte Geneviève (43), Senikies Dominique (92), Vega C. (52), Verhas P. (Belgique).

Vente de trois ouvrages : 20 euro.

La *RP* sur les ondes

Le 14 juin dernier, sans doute pour la première fois sur les ondes, des militants de la *RP* en tant que tels, participaient à une émission dans le cadre de *Radio Libertaire*.
Nous publions ci-dessous le texte de leur intervention qui évoque l'histoire de notre revue. L'émission commencée avec *Le Temps des Cerises* de Jean-Baptiste Clément, fut illustrée ensuite par des chansons de Gaston Couté et le *Chant des Ouvriers*, de Pierre Dupont.

Jean MOREAU : Aujourd'hui, la *RP* continue. Deux camarades du « noyau » sont à mes côtés. Ce qu'il y a d'exceptionnel, chez les fondateurs de notre revue, Monatte et Rosmer, ce n'est ni la doctrine essentiellement pragmatique, ni la stratégie - il leur arriva de se tromper - c'est pour l'essentiel une morale qui refuse l'arrivisme, la compromission, la confusion des moyens et des fins, ainsi qu'une fidélité sans faille au mouvement ouvrier.

La RP, comme nous l'appelons, apparaît comme une revue inesquivable pour les historiens du mouvement social, les syndicalistes, les libertaires.

Présenter la RP, c'est rappeler d'abord une personnalité d'une haute valeur morale et intellectuelle, issue de l'Anarchie, Pierre Monatte. Sa vie et son œuvre pourraient se résumer dans les deux revues qu'il a fondées, l'une en 1909 : *La Vie Ouvrière* ; l'autre en 1925 : *La Révolution Prolétarienne*, observait justement Roger Hagnauer, un syndicaliste de l'enseignement, membre du « noyau ».

Roger BOSSIERE : Comme l'a dit Jean Moreau, Pierre Monatte - je vais dire les choses comme je les pense - était un type formidable.

Pierre Monatte est né en Auvergne, en 1881. Sa mère était dentelière, son père forgeron. Il a eu la chance d'obtenir une bourse et donc de faire quelques études à la suite desquelles il est devenu bachelier. Puis il a travaillé comme répétiteur dans le Nord. Il commence à avoir quelques contacts avec des syndicalistes. Il démissionne bientôt de son poste de répétiteur et vient à Paris en 1902.

Pendant quelque temps, il travaille au *Libertaire* de façon bénévole, fait la « cuisine », expression qui signifie, non seulement qu'il est rédacteur, mais aussi qu'il est celui qui loge les articles au bon endroit.

En même temps, il est employé à *Pages Libres* et, à cette occasion, il contribue à la fondation du syndicat des employés de librairie.

En 1904, il abandonne ces fonctions et devient correcteur, ce qui lui donne une relative possibilité de militer plus facilement et il s'inscrit à la Fédération du Livre à laquelle il appartenait toujours quand il prit sa retraite en 1952.

Il importe ici de rappeler l'histoire du syndicalisme : en 1892 est créée la Fédération des Bourses du Travail, avec Fernand Pelloutier ; en 1895, au congrès de Limoges, se constitue la CGT.

Au congrès que la Fédération des Bourses tient à Alger en 1902, celle-ci préconise son effacement organique devant la CGT. La fusion a lieu.

C'est l'époque où Pierre Monatte rencontre des militants importants comme Emile Pouget qui le fera admettre au Comité fédéral des Bourses du Travail.

En 1905, un militant anarchiste, Broutchoux, qui dirige *L'Action syndicale*, organe du syndicat des mineurs, est emprisonné. Monatte le remplace au journal.

Anecdote intéressante : Broutchoux, pour une autre affaire, écope de deux mois de prison supplémentaires, ce qui contrarie Monatte à la fois parce que cela ne lui faisait pas plaisir qu'un camarade soit « bouclé » et parce qu'il espérait bien revenir à Paris. Alors, il proteste et dit : « A bas le tribunal ! », ce qui lui vaut quinze jours de prison.

D'autre part, Pierre Monatte collabore aux *Temps Nouveaux* de Jean Grave, ce cordonnier anarchiste dont je parle toujours avec tendresse, même si je n'oublie pas ses erreurs de 1914 quand il se rallie à l'Union Sacrée avec Kropotkine.

Pierre Monatte participe activement au congrès anarchiste international d'Amsterdam en 1907 où il prononce un discours qui expose sa conception du syndicalisme révolutionnaire : « Le syndicalisme a rappelé l'Anarchisme au sentiment de ses origines ouvrières. Les Anarchistes ont contribué à entraîner le mouvement ouvrier dans la voie révolutionnaire (...). Syndicalisme et Anarchisme ont réagi l'un sur l'autre pour le plus grand bien de l'un et de l'autre. »

Il rend hommage à Fernand Pelloutier qu'il désigne comme « l'homme qui incarne le mieux, à cette époque, cette évolution des Anarchistes ». Il rappelle qu'à Toulouse, en 1897, des compagnons comme Pouget firent adopter les tactiques dites du boycottage et du sabotage qui étaient des moyens d'action importants. Je me permets de rappeler que le sabotage n'était pas nécessairement rigoureux : quelquefois, il consistait à accomplir son travail le mieux possible, mais, évidemment le

temps nécessaire pour y parvenir pouvait être prolongé.

Monatte, à Amsterdam, insiste sur la notion de syndicalisme indépendant qui découle de la Charte d'Amiens et, en conclusion de son discours, il ne dissimule pas qu'un des dangers qui le guettent, c'est le fonctionnarisme syndical...

Jean MOREAU : Ce n'est pas sans émotion que je viens d'entendre une chanson de Gaston Couté. Je me rappelle, lors des réunions de la *RP*, dans les années 1960, que certains camarades chantaient les poèmes du chansonnier prolétarien...

Roger Bossière vient de rappeler le congrès d'Amsterdam de 1907 et je crois qu'il est intéressant de souligner comment s'articulent l'Anarchie et le syndicalisme. Pour Pierre Monatte, en effet, le syndicalisme est le mouvement ouvrier : il se confond avec lui.

Il indiquait alors : « Qu'est-ce que le syndicalisme révolutionnaire ? Il est la matérialisation de l'esprit révolutionnaire dans le syndicat. Il n'est pas UN mouvement, mais LE mouvement révolutionnaire. » Et lors du congrès d'Amsterdam, le jeune militant qu'il était alors se heurta à un vétéran de l'Anarchie : Enrico Malatesta. Celui-ci n'était pas du tout de cet avis et allait s'élever avec vigueur contre ce point de vue en observant que « Le syndicat ne pouvait être considéré comme une fin, qu'il n'est jamais qu'un mouvement légalitaire et conservateur. » Surtout, ce que redoutait le vieux militant, c'est que le syndicalisme soit, pour d'aucuns, la façon d'entrer en bourgeoisie et d'aboutir, lorsqu'il existerait des permanents rémunérés, à une fonctionnarisation et à l'oubli de ce qui fondait la valeur même du syndicalisme. Je pense qu'il est intéressant, dans le contexte où nous sommes, de montrer comment la parole du syndicalisme peut à l'occasion être perdue : il arrive assez souvent que l'on commence syndicaliste pour finir conseiller d'Etat... c'est dire combien ce débat de 1907 est toujours d'actualité.

Roger BOSSIERE : Oui, la réponse d'Enrico Malatesta est extrêmement intéressante. Pour simplifier, on pourrait dire que Malatesta n'est pas anti-syndicaliste mais qu'il fait des réserves sur le mouvement syndical et pense que celui-ci n'est pas tout. Par rapport à des débats qui auront lieu plus tard, il insiste sur l'importance d'une organisation spécifique anarchiste, en dehors du mouvement syndical et cette remarque, d'ailleurs, nous ramène à la Charte d'Amiens, laquelle rassemble tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat. Ce syndicalisme se réclame de la lutte des classes, de l'accroissement du mieux être des travailleurs, de l'émancipation intégrale mais qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste, au moyen de la grève générale. Cette Charte fondamentale reconnaissait aux syndiqués l'entière liberté de participer, en dehors du groupement corporatif aux formes de lutte correspondant à leurs conceptions philosophiques, le syndicalisme devant rester indépendant par rapport au gouvernement, aux partis, aux sectes.

L'année 1909 est décisive pour le syndicalisme. Victor Griffuelhes, secrétaire général de la CGT, démissionne... Il est remplacé durant quelques mois par un réformiste, Niel, qui démissionne à son tour le 12 juillet. Lui succède Léon Jouhaux. C'est pour celui-ci le début d'une longue carrière qui se poursuivra jusqu'au début des années 1950.

C'est dans cette année 1909 que, compte tenu de la situation, Pierre Monatte qui a déjà beaucoup de contacts syndicaux crée une revue qui s'appelle *La Vie Ouvrière*. Elle naît le 5 octobre 1909 et, autour de Monatte collaborent Alphonse Merrheim des Métaux, Dumoulin des Mineurs, Robert Louzon qui est un ingénieur employé au Gaz, un vieux militant de l'A.I.T. James Guillaume. Les rejoindra en 1910 Alfred Rosmer.

Deux chiffres situent le succès relatif de la V.O. : elle a 504 abonnés en 1909, 2 000 en juillet 1914.

Elle contient des articles de fonds, des monographies d'industries, des rubriques permanentes : « A travers les livres », « A travers les revues », « Lettres de l'Internationale », surtout rédigées par Rosmer.

Un article très important de Merrheim, en 1911, s'intitule : « L'approche de la guerre ». Il y observe que « La rivalité économique entre l'Allemagne et l'Angleterre est très importante et sera probablement la source de la guerre qui vient. »

De même, la venue de la guerre franco-allemande fait l'objet d'un article rédigé par un vieil anarchiste hollandais : Domela Nieuwenhuis.

On peut dire que dès 1911, la *V.O.* a annoncé la Première Guerre mondiale.

En 1913, Pierre Monatte reproduit un article prophétique de Charles Andler qui a rédigé une étude sur le socialisme impérialiste dans l'Allemagne contemporaine. Je résume le contenu de cet article qui suscita des polémiques : « Un contingent notable de socialistes allemands vient de se convertir au colonialisme, au militarisme, au capitalisme. »

Le 20 juillet 1914 paraît le dernier numéro de la *V.O.* Le 31, Jaurès est assassiné. Le 1er août, l'Allemagne déclare la guerre à la Russie. La mobilisation est déclarée en France. Le 2 août, Poincaré qui est Président de la République, lance un appel à

l'Union sacrée. Le 3, l'Allemagne déclare la guerre à la Serbie et à la France. Cette fois-ci, il n'y a plus de doute, la guerre est là.

C'est le moment de rappeler une résolution prise par la seconde Internationale au congrès de Stuttgart qui stipulait notamment ceci : « Au cas où la guerre éclaterait, néanmoins, les partis socialistes ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser, de toutes leurs forces, la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste. » Il ne s'agissait que de bonnes intentions qui n'ont pas été suivies d'effets.

L'Union sacrée a donné lieu à des discours ahurissants. C'est ainsi que dans *La Bataille Syndicaliste*, organe officieux de la CGT, on semait le doute en écrivant : « Nous ne pouvons que déplorer le fait accompli ». Dès le 6 août, on pouvait lire un article qui « expliquait » que la liberté jaillit du heurt de deux races : « Dans le conflit actuel, la question ethnique a son importance ; les Germains, de sang plus lourd, partant d'esprit plus soumis et résigné, n'ont pas notre indépendance d'esprit. » Le ralliement aux théories anti-allemandes - anti-boches - se développe alors au sein de la CGT. Pierre Monatte et Alfred Rosmer s'y opposent. Le premier démissionne du comité confédéral à la fin des années 1914. Durant toute cette période, il fait équipe avec Merrheim, du syndicat des Métaux, pour s'opposer à la guerre. Cette attitude courageuse, Monatte va la payer : bien qu'auxiliaire, on le désigne pour le service armé et il fait plus de deux années de guerre de tranchées. Il en rapporte une décoration que, naturellement, il n'a pas recherchée.

Il fait partie de ceux qui, par rapport à la guerre, disent : « Plus jamais ça » et réclament la reprise des relations internationales - après les conférences de Zimmerwald et Kienthal - avant de se rallier à la troisième Internationale qui, avec la Révolution russe, dénonce les guerres impérialistes et appellent les peuples du monde à réaliser le socialisme.

Jean MOREAU : La *RP* paraît en 1925. Des militants exceptionnels, dès le début participent à son « noyau », c'est-à-dire au groupe informel de camarades qui assurent la rédaction de la revue : Monatte, Rosmer, Louzon.

Il est intéressant de noter que ce dernier fonda dans sa jeunesse, avec Jacques Maritain, le futur philosophe, et Robert Debré qui n'était pas encore la sommité médicale que l'on connaît, *Jean-Pierre*, une revue destinée à désaliéner les enfants de la morale et de la « pensée » bourgeoises. Debré, le père et le grand-père de ministres de la Ve République, jusqu'à la fin de sa vie, enverra des « papiers » à la *RP*, en faveur du planning familial. Alors, comment naît la *RP* ?

Roger BOSSIERE : Démobilisé, Pierre Monatte veut relancer la *VO* dont l'objectif est le syndicalisme révolutionnaire. Simultanément, il anime des structures qui se mettent en place, les CSR (Comités Syndicalistes Révolutionnaires). A la veille de la scission syndicale, un mouvement se dessine en faveur du syndicalisme révolutionnaire qui obtient 40 % des voix. Cette scission, Monatte a toujours expliqué que ce sont les réformistes qui l'ont voulue et organisée, mais, lorsqu'elle a lieu, en 1922, Monatte anime une *VO*, syndicaliste révolutionnaire, qui applique toujours le principe de l'unité ouvrière alors qu'il est lui-même syndiqué aux Correcteurs demeurés à la CGT. C'est pourquoi il démissionne de la *VO* devenue organe de la CGTU.

Quel sera son successeur ? Deux candidats sont possibles : Rosmer et Monmousseau. Le premier est partisan des thèses de Moscou - celles de l'Internationale communiste - qui subordonnent le syndicat au parti. Le second, lui, anarcho-syndicaliste, crie bien fort qu'il est pour l'indépendance syndicale. C'est pourquoi Monatte lui confie la *VO*, la croyant en de bonnes mains... Malheureusement, Monmousseau va devenir rapidement un agent de Zinoviev, puis de Staline. C'est pourquoi, sans entrer dans les détails, un certain nombre d'exclus du Parti Communiste, se regroupent en 1925 pour fonder la *RP*.

Jean MOREAU : Au « noyau » de 1925 s'ajoutent très vite de nouveaux camarades : le typographe Charbit, Chambelland chez qui se tiendront les réunions clandestines durant le second conflit mondial, Hagnauer qui, avec sa femme, cachèrent plusieurs dizaines d'enfants juifs dans la maison d'enfants de Sèvres durant les années noires.

Roger BOSSIERE : En 1925 Chambelland a 21 ans. Certains l'ont décrit comme un beau jeune homme. On peut dire qu'il est resté fidèle à la *RP* jusqu'à sa mort, en dépit d'une réserve cer-

taine à l'égard des déclarations de Louzon sur le « parti américain ». Chambelland aimait à rappeler : « Quand je suis arrivé à Paris, j'avais fait fortune : j'avais découvert l'amitié de Pierre Monatte. »

Un auditeur demande au téléphone quels furent les contacts entre Pierre Monatte et la CGTSR (syndicaliste révolutionnaire).

Roger BOSSIERE : Ils se sont rencontrés dans les années 1920. Rappelons les faits. Pierre Bénard était l'animateur d'une fraction surnommée le PACTE, qui aboutit à la création de la CGTSR, mais il y avait divergence entre les deux hommes : Pierre Bénard était partisan d'un syndicalisme qui se réclamait de l'anarcho-syndicalisme. Monatte voulait un syndicalisme étendu à tous les salariés au-delà des différences politiques.

Cela impliquait des différences de tactiques en dépit des idées libertaires communes.

Jean MOREAU : Trois principes n'ont cessé d'animer les rédacteurs successifs de la *RP* depuis le début :

- l'unité de la classe ouvrière ;
- l'indépendance de l'organisation syndicale ;
- l'internationalisme prolétarien.

De plus, la *RP*, ainsi que le souhaitait Monatte, a toujours lié action et éducation et s'est efforcée de demeurer, en dépit des divisions syndicales, le laboratoire d'idées, centre de l'union des syndicalistes quand ils se veulent « des hommes fiers et libres, amoureux de la culture de soi-même » pour reprendre la belle formule de Fernand Pelloutier...

Ses militants sont-ils tous pour autant des révolutionnaires au sens strict du terme ?

En 1925, le choix du titre avait fait problème. Celui de *La Vie Ouvrière* étant devenu la propriété de la CGTU, il fallait bien en trouver un autre. Il semble que Monatte préférât « L'Action Ouvrière », mais ses camarades étaient encore fascinés par la Révolution russe. Selon le témoignage de Maurice Chambelland, repris par Alexandre Croix, d'aucuns proposèrent le titre de « Octobre ».

Monatte s'y opposa fermement. Un autre camarade, Godonnèche, conclut le débat par ces mots : « Vous nous emm... Prenons notre titre chez Lénine : *La Révolution prolétarienne*... et n'en parlons plus (cf. La *RP*, n° 608, nov.-déc. 1974). D'ailleurs, la *RP* porta au début le sous-titre de « Revue syndicaliste communiste » qui se modifia très vite en « Revue syndicaliste révolutionnaire ».

On a dit que Monatte inclinait pour simplement : « Revue syndicaliste ». A mon initiative, la formule est adoptée en 1987 (n° 679, 4e trimestre).

Alors, dans ces conditions, qu'est-ce que la *RP* ? C'est d'abord, chez ses collaborateurs, quelle que soit leur obédience, une immense liberté d'esprit - il n'y a pas de ligne, ni de langue de bois - et aussi le souci de toujours faire coïncider les paroles et les actes, de pratiquer une certaine morale et peut-être, ce qui est extrêmement rare et que je considère pour ma part comme l'attitude la plus civilisée qui soit, la pratique du refus de parvenir : essayer d'être un militant qui permet au mouvement d'avancer tout en dédaignant les honneurs, refusant les prébendes et le plaisir douteux de dominer autrui.

En ce sens, l'esprit de la *RP* est toujours le même qu'assignait Monatte à la *VO* en 1909 : « La *VO* sera une revue d'action. Nous voudrions qu'elle rendit service aux militants au cours de leurs luttes, qu'elle leur fournisse des matériaux utilisables dans la bataille et dans la propagande et qu'ainsi l'action gagnât en intensité et en ampleur. »

« Nous ne croyons même pas à la toute-puissance de l'éducation, car nous croyons que la véritable éducation, c'est l'action (...) nous croyons qu'un mouvement est d'autant plus puissant qu'il compte davantage de militants informés, connaissant bien leur métier et les conditions de leur industrie, au courant des mouvements révolutionnaires étrangers, sachant quelle forme revêt et de quelle force dispose l'organisation patronale et, par dessus tout, de militants ardents. »

Jean-Louis BUREAU : Je voudrais préciser un point quant à la création de la *RP*. Le « noyau » était composé de camarades qui avaient été exclus du Parti Communiste et qui voulaient continuer, tout en restant communistes, à s'opposer au stalinisme, comme ils s'opposeront au fascisme et au nazisme.

J'avais un an lors de la naissance de la *RP*... C'est en Algérie que j'ai connu Robert Louzon et Jean Pinty, un professeur de Spéciale, qui donnait des cours d'économie à la Bourse du Travail et qui estimait que, pour expliquer l'économie, il fallait savoir ce qu'est une intégrale... Il y avait aussi un métalo qui était Crespo, des enseignants comme Laurent Préziosi, l'avocat Yves Dechézelles.

Comme vient de le rappeler Jean Moreau, ils étaient pour l'école de l'action. C'était, je pense, des révolutionnaires qui ne rejetaient pas la violence mais qui croyaient qu'il fallait faire beaucoup de cours du soir, à défaut du Grand Soir.

L'Union sacrée, elle-même, les divisa. Monatte et Rosmer étaient zimmerwaldiens, alors que Louzon, avec l'esprit hérétique qu'on lui connaît, s'engagea durant la guerre et fut blessé.

Leur position fut unanime vis-à-vis de la guerre d'Espagne pour défendre les anti-fascistes et les Républicains.

Si, pour la guerre de 1939, tous étaient naturellement anti-hitlériens, des désaccords se manifestèrent dans l'action concrète. D'aucuns, au nom de l'internationalisme, n'entrèrent pas vraiment dans la Résistance. D'autres, au contraire, comme mon père, firent ce choix : ils estimaient qu'il fallait lutter les armes à la main contre le nazisme.

Enfin, la guerre d'Algérie fit débat. Ils étaient tous pour la suppression du colonialisme et, à quelques nuances près, pour l'indépendance de l'Algérie, mais coexistaient au moins trois tendances :

- une majorité sympathisant avec les thèses et l'action de Messali Hadj et du MNA (Forestier, par exemple chez les enseignants, appartenait à cette catégorie),
- une minorité adhérente aux thèses du FLN,
- enfin, des camarades comme Pinty qui sera au gouvernement provisoire. Ceux-ci soutenaient plutôt Ferrat Abbas, combattaient fermement l'OAS mais n'étaient pas loin de penser que l'Algérie demeurait une province française.

La *RP* a toujours été un creuset de réflexion. Pour ma part, je pense, comme Louzon, que les problèmes importants sont économiques. Le monde, aujourd'hui, connaît une mutation économique qu'il a été incapable de prévoir : ainsi la crise actuelle en Asie.

Ma position, en tant que scientifique, consiste à dire qu'il faut élaborer des modèles qui permettent la prévision, et que les sciences de la communication - l'informatique, Internet - doivent jouer un rôle important.

La *RP* doit s'intégrer à ces nouvelles réalités.

Jean MOREAU : C'est le moment de rappeler l'histoire de la *RP*, de 1925 à 1939. Au fil des ans, bien des militants participent à sa rédaction : Jacquet (du « Refus de parvenir »), Delessalle (vétéran de l'Anarchie), Josette et Jean Cornec (les parents de l'ancien président de la FCPE), Marceau Pivert, Daniel Guérin, Raymond Guilloré qui me précéda comme Directeur, Jacques Reclus (le dernier des Reclus).

Lors de la manifestation organisée pour le centenaire de la première Internationale, l'assemblée était particulièrement prestigieuse, avec Louis Lecoin, Gaston Leval, le philosophe prolétarien et libertaire, Denis Forestier, André Ouliac du SNI.

De même, lors du repas fraternel du quarantenaire de la RP : Albert Lemire, l'un des premiers exclus du PC en 1924, militant de la Fédération des Métaux, Arquer, révolutionnaire catalan, Roger Lapeyre, de la Fédération FO des Travaux Publics, signataire en 1958, avec Forestier, de l'Appel Pour Un Mouvement Syndical Uni Démocratique, Riquidel, un ancien du Bâtiment, Pedro Bonnet, du POUM, Rimbert, théoricien du socialisme, Girault du Bâtiment, animateur d'une coopérative d'électriciens, Malfati, syndicaliste du Meuble, Georges Navel, littérateur prolétarien, l'anarchiste Nicolas Faucier, le pacifiste Louis Simon, Raguier qui fut du Comité pour le Reprise des Relations Internationales.

Citons, parmi les collaborateurs : Simone Weil, la philosophe, dont l'article consacré aux grèves de 1936 est resté célèbre, Henri Poulaille, le « chef » de la littérature prolétarienne, l'ouvrier Georges Navel (l'auteur de *Travaux*), Bourguiba (dont l'article date de 1938), Messali Hadj, Marcel Martinet, auteur de *La Culture prolétarienne*, ami de Romain Rolland, les époux Bouët, fondateurs du syndicalisme enseignant, les historiens Maurice Dommanget, Georges Vidalenc, Jean Maitron (animateur du *Maitron*, le Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier), May Picqueray, le professeur Charles-André Julien.

Roger BOSSIERE : Durant toute cette époque, la *RP* informe systématiquement ses abonnés sur les questions, les luttes, les grèves, les congrès syndicaux. Elle donne les informations sur la Russie et son évolution, en particulier grâce à des articles de Boris Souvarine qui signe : « Le communiste », des lettres de Pierre Pascal qui vivait sur place, etc.

La *RP* est anti-colonialiste. Avec Robert Louzon, elle donne beaucoup d'informations sur l'Algérie, la Tunisie, le Vietnam et Madagascar.

De même sur l'Espagne quand se crée la République en 1931, sur la révolte des Asturies en 1934 et la grande Révolution de 1936.

Elle prend position, en 1934 en publiant un tract qui réclame tous pouvoirs aux syndicats : « Ceux qui travaillent ont seuls le droit de diriger la production et de répartir les biens. Le syndicat, émanation directe des producteurs, est seul qualifié pour diriger politiquement et économiquement la société. Aux syndicats doit revenir le pouvoir. »

Il faut rappeler la tentative du

Comité des 22 pour réunifier le mouvement syndical. Elle semblait bien partie parce que Chambelland avait réussi à réunir des camarades de la CGT, de la CGTU et des Autonomes, mais malheureusement, les deux premières organisations empêchèrent cette réunification qui n'eut lieu qu'en 1935 pour des raisons sensiblement différentes. Enfin, bien sûr, la *RP* rapporte tous les problèmes qui annoncent la seconde Guerre mondiale. Si quelques divergences se manifestent, elles n'apparaissent pas fondamentales.

En juillet 1939, le « noyau » de la *RP* dénonce le pacte germano-soviétique, mais la revue cesse de paraître parce que le « noyau » ne veut pas se soumettre à la censure. La *RP* ne resurgit qu'en 1947 quand est supprimée l'obligation d'autorisation préalable.

Jean MOREAU : Depuis cette date, la *RP* continue le combat. J'ai sous les yeux, les numéros de l'année 1953. Leurs sommaires indiquent quels sont les préoccupations de la *RP* et les hommes qui l'animent :

- L'assassinat d'un syndicaliste tunisien,
- Le tueur, un élément du marxisme-léninisme stalinien,
- Leçons à tirer de la grève des mineurs, par un militant de la Loire,
- Compte-rendu du cercle Zimmerwald,
- Compte-rendu d'une causerie du grand historien Charles-André Julien sur la crise en Afrique du Nord,
- Simone Weil et la condition ouvrière,
- Peut-on comprendre l'Amérique, de Jean Péra
- Que reste-t-il du syndicalisme de Pelloutier ?, par Jean Fontaine,
- La préoccupation anti-colonialiste est constante comme le montre l'article : « Si on amnistiait les Malgaches ? »
- Le carnet du Sauvage, signé Pierre Monatte,
- Notre camarade Walusinski tient la rubrique « A travers les livres ».

En avril 1953, la *RP* paraît avec, en couverture, le titre « Czar Staline est mort ». le numéro comprend notamment :

- « Un despote asiatique », par Robert Louzon,
- « L'ère des dictatures », par Alfred Rosmer,
- « La fin du stalinisme ? », par Pierre Monatte.

L'histoire de la *RP* reste à faire.

Dans les années 1980-1983, la *RP* a connu une crise. Pendant quelques mois, la revue n'est pas parue, pour resurgir après, trimestriellement. C'est l'époque où tous les militants de l'ancienne génération disparaissent. Il faut reconstituer un « noyau ». La *RP* a continué, je crois, dans un certain nombre de domaines, l'œuvre des anciens. A nouveau, des collaborateurs prestigieux participent à la rédaction ou aux réunions de la revue.

Dans ces dernières années, citons : Madeleine Rébérioux, Marcel David, les syndicalistes de l'ex-SNI : Henri Aigueperse, Clément Durand, Charles Martial, Letonturier, Guy Delage, de la FEN, Jean Cornec, ancien président de la FCPE, Jacky Toublet et Albert Sadik, des Correcteurs, l'instituteur Laurent Préziosi qui se trouva sur le Casabianca pour libérer la Corse, l'avocat Dechézelles, militant anti-colonialiste qui sauva tant de vies humaines, les enseignants Ruff et Walusinsky, partisans de la rénovation de l'enseignement des mathématiques, les écrivains Albert Memmi, François Cavanna, l'écrivain guadeloupéen Jean Juraver, le biologiste Jacques Ruffié, professeur au Collège de France, le philosophe Daniel Béresniak, etc.

Chaque nom mériterait un commentaire... Il convient de citer Pierre Aubery dont les « Lettres d'Amérique » sont particulièrement appréciées, Jean-Paul Blot, animateur de « Pour une Démarche Socialiste ». Notre Ami Jacques Faure, actif militant de l'enseignement, rejoint le « noyau » dans les années 1980...

Je voudrais ajouter que durant ces vingt dernières années, la *RP* est restée fidèle à l'idéal de ses fondateurs.

Quelques actes de réflexion et d'action ont marqué cette période :

- le premier a été la crise interne de 1983,
- le second a été le souci de maintenir, dans le domaine de l'école comme dans celui de la société, les valeurs d'une laïcité sans épithète, de refuser toutes les dérives, favorisées par le développement des communautarismes,
- le troisième a occupé le « noyau » en 1986 : ce qu'on appelait la gauche venait d'arriver au pouvoir et arrivèrent aussi avec elle, les arrivistes. Cela se traduisit, au sein d'un certain nombre d'organisations, par des crises intellectuelles, morales, financières. La *RP*, à sa façon, essaya de remettre à chaque fois les pendules à l'heure. Il lui arriva, parfois, avec discrétion mais efficacité et une certaine autorité morale, d'empêcher le pire, en évitant par exemple, des licenciements de salariés.

- Depuis peu, la *RP* se mobilise pour les sans-papiers en étudiant particulièrement les problèmes de l'immigration, car il est tout de même aberrant qu'au moment même où le capitalisme financier plus que jamais se mondialise, le travail ne doive pas s'internationaliser. Comment accepter qu'une telle conception soit préconisée et gérée par un gouvernement qui se réclame de la gauche ?

Alors, pour résumer, quel est l'esprit des militants de la *RP* ? Les anciens, puis les nouveaux ont toujours des opinions différentes, ce qui constitue une richesse, parce que tous pratiquent l'union dans la diversité.

D'aucuns, parmi ceux que j'ai rencontrés, furent hauts en couleurs... Tous, sans doute, ont des travers - je ne crois guère à la pureté, chaque individu est ombre et lumière - mais, à la *RP*, j'ai rencontré des hommes et des femmes qui, du moins quand ils y militaient, avaient éradiqué en eux le « mal absolu », comme si chacun avait discerné ce point étrange et quelque peu étonnant où la volonté de puissance, née de ses frustrations, s'efface devant l'exigence de la justice et de la fraternité.

Je leur en suis reconnaissant. Ils m'ont fait comprendre que pour aimer autrui, il faut s'aimer un peu, avoir une fière image de soi-même.

Pour dire les choses autrement, les militants de la *RP* sont des artistes, au sens où le génial nabot Toulouse Lautrec l'entendait. A un bourgeois qui lui demandait pourquoi il ne vivait pas en conformité avec les idées reçues de son milieu, Toulouse Lautrec répondit superbement : « A quoi bon être prince quand on peut être peintre ! »

A la *RP*, on trouve des hommes et des femmes comme cela. Chez les copains, il y a cette confiance à la fois lucide et extraordinaire dans l'avenir ou, si l'on veut, la conscience du mouvement naturel de la vie, de l'action, ce qu'exprimait parfaitement Pierre Monatte quand il écrivait : « Les jeunes qui viennent à nous savent que nous ne leur demandons pas de nous imiter, pas même de nous suivre. Nous désirons simplement qu'ils puissent concevoir librement et réaliser ce qu'ils ont conçu par leurs propres moyens. »

Jean-Louis BUREAU : Sans faire table rase du passé, il importe de réfléchir pour créer des lendemains qui chantent. Nous vivons une ère sado-masochiste de mensonge, d'hypocrisie que nous qualifions de chrétienne. Il est temps d'en sortir.

La solution que j'entrevois, c'est d'essayer soi-même d'être le plus conscient et le plus responsable possible et de rendre conscient et responsable son entourage. C'est ce que j'appelle la position de l'enseignant et du chercheur. Un enseignant ne peut pas en vouloir à un enseigné bête et méchant. Il doit, à son égard, faire preuve d'une grande compassion et lui montrer que c'est de son intérêt et de son bonheur de sortir de cette situation.

De même un psychiatre ne peut pas en vouloir à un fou de sa folie... La difficulté, dans cette entreprise, c'est de préciser les domaines de la liberté et les garde-fous à ne pas dépasser. C'est pourquoi il faut toujours intellectuellement demeurer absolument honnête et ne pas avoir la mauvaise foi des staliniens qui enfermaient dans les asiles ceux qui ne pensaient pas comme eux.

Un tel comportement crée des catastrophes sociales. On ne peut imposer une utopie en voulant plier le monde à ses fantasmes.

Le problème scientifique est de discerner les utopies irréalisables des eutopies qui sont des lieux de bonheur et d'euphorie qu'une prise de conscience des réalités permet de construire. Aller sur la Lune n'était pas une utopie, mais une eutopie. Le problème est de savoir si un tel voyage rend les hommes plus heureux... En effet, nous vivons actuellement une grande révolution scientifique et technique. Les sciences cognitives permettent de comprendre l'homme. Nous avons reculé notre domaine de perception en astronomie : nous pouvons observer désormais ce qui se passait il y a plusieurs milliards d'années lumière... Aujourd'hui, nous pouvons voir ce qui se passe dans nos cerveaux et le problème est de comprendre comment la matière inerte s'est transformée en matière vivante et comment celle-ci est devenue pensante et consciente... C'est là une grande question.

Jean MOREAU : Ta préoccupation appartient à celles qui ont toujours animé les syndicalistes de la *RP* quand on considère le nombre de grands scientifiques qui y ont collaboré. Il s'agissait en effet pour les militants, non seulement de penser leurs conditions de travail, mais aussi l'avenir de l'espèce elle-même. Monatte se réclamait de la tradition de Pelloutier, fondateur de la Chevalerie Française du Travail, pour qui la construction d'une société meilleure et plus éclairée est inséparable de la construction de soi-même.

Les gravures qui illustrent ces pages sont les reproductions des couvertures des trois premiers tomes (il y en a cinq) des poésies de Gaston Couté. Sous le titre La Chanson d'un gâ qu'a mal tourné, *les éditions Le Vent du Ch'min (5 bis, rue Rolland-Vachette, 93200 Saint-Denis) ont fait paraître voici plusieurs années l'œuvre complète du poète paysan mort en 1911 à 31 ans.*

Illustrés de nombreuses gravures et de chansons, enrichis d'articles d'époque et de portraits, ces ouvrages sont un véritable régal pour l'œil et pour l'oreille quand on prend la peine de lire à haute voix ces poèmes savoureux.

Les reniements de la social-démocratie, ou l'avenir à reculons

Le cas belge : le Plan du travail

A la demande de plusieurs lecteurs de la *RP*, le « Belge de service » que je suis vous fait volontiers parvenir une modeste contribution sur un épisode qui marqua l'histoire du socialisme en Europe : le Plan du Travail d'Henri de Man.

Pourquoi intituler cet article ainsi ? Parce qu'en dernière analyse, le Plan du Travail contribua à l'émergence de la technocratie et mit fin à la rupture avec le capitalisme voulue par les Socialistes jusqu'à la révolution bolchévique.

Cependant, après la Seconde guerre mondiale, l'instauration de la planification économique, de la participation du monde du travail à la décision en la matière, ainsi que l'instauration de la Sécurité sociale et des Conseils d'entreprise, amenèrent un progrès considérable pour l'ensemble des travailleurs. Ces avancées, remises en question aujourd'hui par l'offensive néolibérale, furent incontestablement inspirées par le Plan du Travail de Henri de Man dont les grandes lignes franchirent les frontières du petit royaume de Belgique après-guerre, en dépit du destin funeste que connut son fondateur.

Le POB (Parti Ouvrier Belge) fut donc fondé en 1885 à Bruxelles. Il rassemblait des mutuellistes, des syndicalistes, des hommes de gauche aussi radicaux qu'indépendants comme les frères Defuissaux. C'est un groupe d'intellectuels très engagés qui en prit la direction, avec à leur tête, Emile Vandervelde qui présida le Parti jusqu'à sa mort survenue en 1938. Ce fut Henri de Man qui lui succéda jusqu'en 1940.

Vandervelde, un avocat de grand talent, fut un farouche opposant au roi Léopold II et à ses dérives totalitaires qui furent à l'origine des terribles répressions des mouvements sociaux et qui colonisa le Congo dans des conditions épouvantables et qu'il réussit à « vendre » à la Belgique, malgré les réticences d'une large part du Parlement.

Lorsque survint la Première guerre mondiale, un gouvernement d'union nationale fut constitué par les catholiques au pouvoir depuis 1883 en associant pour la première fois les socialistes du POB. Vandervelde fut nommé ministre d'Etat. En 1919, il fit partie du gouvernement issu de la guerre, comme ministre de la Justice. Ensuite, les socialistes alternèrent participation à des majorités et opposition. En attendant, en 1936, sous l'impulsion de Vandervelde, ils obtinrent :

- le suffrage universel pour les hommes à la place du suffrage plural qui donnait plusieurs voix à un électeur selon son niveau de fortune et sa scolarité, ce dès 1919 ;
- la liberté syndicale ;
- la journée des huit heures ;
- la pension et l'assurance sociale ;
- la loi contre l'alcoolisme connue sous le nom de loi Vandervelde (1920).

Mais ces acquis indispensables pour l'amélioration du sort de la classe ouvrière en Belgique n'impliquaient aucun changement fondamental dans le rapport de classes, à l'exception de la liberté syndicale.

Henri de Man

C'est ici qu'intervient un personnage sortant de l'ordinaire, un intellectuel brillant mais qui a eu un parcours politique chaotique qui s'est achevé dans l'opprobre : Henri de Man.

Né en 1885, à Anvers, De Man était un brillant universitaire qui s'était spécialisé en psychologie sociale, domaine qui influença sa pensée politique. Il s'engagea en 1902 dans la Jeune Garde Socialiste (le mouvement de jeunesse du POB). Le jeune Henri était préoccupé par les problèmes sociaux ayant constaté le contraste entre son milieu familial de bourgeoisie intellectuelle aisée et la société extérieure. Il fut un court temps anarchiste par soif de liberté, puis il préféra l'idée marxiste de la lutte des classes. Ses études supérieures furent chaotiques. Occupé par le militantisme, il négligea ses études de sciences naturelles à l'Université de Bruxelles. Il tenta des études de polytechnique à l'Université de Gand d'où il se fit expulser pour avoir participé à une manifestation en faveur de la Révolution russe de 1905. Henri de Man abandonna ses études et partit pour l'Allemagne, parce que c'était la terre d'élection du marxisme. Il se fixa à Leipzig et collabora au *Leipziger Volkszeitung*, un journal marxiste radical dans lequel écrivaient Liebknecht, Rosa Luxemburg, Trotsky, etc. Il reprit ses études sur la psychologie et sur l'économie politique. Il présenta une thèse sur l'industrie drapière à Gand avec l'appui de l'historien belge Henri Pirenne.

Fustigeant le réformisme des sociaux-démocrates aussi bien en Belgique qu'en Allemagne, de Man se rallia à un marxisme pur et dur jusqu'en 1914. Il rentra en Belgique en 1910 après avoir épousé sa compagne et devint secrétaire de la Centrale d'Education Ouvrière qui venait d'être créée par le POB. Il se lia avec Louis de Brouckère et, à deux, ils développèrent une tendance de gauche au sein du Parti. « En 1911, ils publièrent conjointement, dans la revue social-démocrate allemande *Die Neue Zeit*, une double étude intitulée *Die Arbeiterbewegung in Belgien* (Le Mouvement ouvrier en Belgique) qui agita passablement le parti. De Man y analysait les raisons historiques pour lesquelles la Belgique, un des pays capitalistes les plus développés, était en retard dans son évolution vers le socialisme. Incidemment, il dénonçait l'exemple néfaste de "l'affairisme" de la coopérative *Vooruit* (En avant) de Gand. Combattre le réformisme et l'opportunisme par l'éducation et la réorganisation du parti, sans tomber dans l'extrémisme révolutionnaire, tel fut le souci majeur d'Henri de Man jusqu'en 1914. Très actif également sur le plan international, où il fit office d'interprète dans de nombreux congrès, il suivit et soutint jusqu'à la dernière minute les efforts de la IIe Internationale pour opposer à la menace de guerre la solidarité de classe prolétarienne. Avec Camille Huysmans, il fut chargé d'accompagner Hermann Müller, délégué par les sociaux-démocrates allemands, à une ultime rencontre avec les socialistes français, au lendemain de l'assassinat de Jaurès. » (Université du Québec à Chicoutimi, *Henri de Man*).

Quand éclata la Première guerre mondiale, De Man

s'engagea comme volontaire dans l'Armée belge, fit preuve d'un grand courage au combat et obtint le grade de lieutenant. Cette participation aux combats et à l'armée ébranla ses convictions.

Il souhaita la défaite totale de l'Allemagne, car il pensait que c'était la seule solution pour entraîner une révolution démocratique que les sociaux-démocrates n'ont pas réussi à faire août 1914. Son « jusqu'au-boutisme » valut à De Man de faire partie de la délégation présidée par Vandervelde et de Brouckère qui rencontra une délégation des révolutionnaires russes après la première révolution russe de 1917 pour les convaincre – en vain – de ne pas conclure une paix séparée avec l'Allemagne.

Après la guerre, au terme d'un voyage aux Etats-Unis, de Man s'éloigna du marxisme à l'allemande. Il prôna un modèle socialiste plus attaché au contrôle des moyens de production qu'à leur appropriation et il relativisa la lutte des classes en évoquant des solidarités transversales comme le sursaut patriotique durant le conflit.

Cette pensée constitue les prémices de la social-démocratie actuelle beaucoup moins hostile au libéralisme. De Man poursuivit son évolution jusqu'à la publication en 1927 de son ouvrage principal : *Au-delà du marxisme* où il entendait secouer le mouvement socialiste déchiré entre la doctrine révolutionnaire et le réformisme. Ce débat s'est poursuivi jusque dans les années 1970.

Le Plan du travail

Arrive la grande crise de 1929 qui a atteint la Belgique de plein fouet. Le POB se trouve désemparé et ne parvient pas à apporter une réponse adéquate. C'est la chance de de Man.

En 1933, il lança sa grande idée : le Plan du travail.

Dans le numéro 8 (1933) de la revue de la Commission syndicale « Le Mouvement syndical », Henri de Man part d'un constat : « *Comme j'ai partagé alors vos préoccupations, je partage aujourd'hui vos inquiétudes. Ces inquiétudes proviennent de la constatation de plus en plus évidente, que notre mouvement, qui, pendant l'espace de plus de deux générations, a constamment amélioré les conditions de vie de la classe ouvrière, subit depuis quelque temps un arrêt et même un recul.*

Nous sentons tous aussi qu'il ne s'agit pas là seulement d'une fluctuation temporaire, comme celle qui a toujours accompagné les grandes crises économiques dans le passé. C'est le régime économique lui-même que nous voyons se transformer, et cela en vertu des tendances de beaucoup antérieures à la crise de conjoncture qui a débuté en 1929. »

Il analyse ensuite : « *Le développement du capitalisme financier, les progrès du nationalisme qui conduisent à une véritable guerre économique latente entre les nations, ne sont que des exemples de transformations de la structure économique qui sont antérieurs à la crise cyclique et qui ne disparaîtraient pas avec celle-ci.*

D'autre part, il suffit de songer aux événements politiques de ces dernières années, notamment aux progrès du fascisme en Europe centrale, pour voir qu'il y a là des faits nouveaux qui ne sont pas seulement les conséquences passagères d'une conjoncture économique défavorable.

Au contraire, si cette conjoncture s'améliorait actuellement, les régimes fascistes n'en seraient que mieux établis.

S'il fallait essayer de réduire à un commun dénominateur les phénomènes les plus caractéristiques de la véritable crise de régime que traverse le capitalisme, il faudrait dire que le capitalisme oppose actuellement à nos revendications une résistance accrue, parce qu'il a passé lui-même d'une phase de progression à une phase de régression. »

Que de similitudes avec notre époque ! Le rôle du capitalisme financier, la guerre économique provoquée par le développement des nationalismes, aujourd'hui remplacés par les empires et de grands ensembles comme l'Union européenne. De Man dénonce le développement du fascisme et détecte un danger : le fascisme se portera mieux avec une économie rétablie.

Certes, aujourd'hui, nous nous trouvons dans un contexte différent. Il n'y a pas de fascisme comme dans les années 1930, mais il y a essor de l'autoritarisme. La victoire d'un Erdogan ne gêne pas le capitalisme actuel, il y a complicité évidente entre les nationalistes flamands de la NV-A et le grand capital représenté par des organisations patronales agressives. En France, le Front national devient un danger réel et la Hongrie ne peut plus être considérée comme une démocratie, tout cela sans que cela pose problème au grand capital.

L'avènement de la technocratie

Raymond Debord décrit très bien le contexte du début des années 1930 dans son article « *Le planisme des années 1930 : une tentative de socialisme sans le prolétariat* ».

« Le discrédit du capitalisme s'accroît et s'accompagne largement de celui du parlementarisme. Le mouvement communiste, auréolé du prestige de l'URSS étend son influence dans les milieux ouvriers. Le fascisme tente de capter la colère de la petite bourgeoisie ruinée. Partout émerge l'idée que seules des solutions résolues, portées par une intervention forte de l'Etat, seront en mesure de fournir des solutions. Ce mouvement touche sous des formes diverses toutes les couches sociales, toutes les sensibilités philosophiques et toutes les forces politiques. Il s'exprime aussi bien par la thématique du « New Deal » chez le démocrate américain Roosevelt que par l'émergence du personnalisme chrétien ou l'emprise du stalinisme. De leur côté des technocrates se demandent si ce n'est pas à eux, plutôt qu'aux capitalistes, que devrait appartenir la direction des affaires nationales.

Au-delà des conclusions qui en seront tirées, ce n'est donc pas sans raison que des intellectuels de formation marxiste pourront spéculer à la fin des années 30 sur la « bureaucratisation du monde » (Bruno Rizzi) ou l'avènement de « l'ère des managers » de James Burnham. [C'est la naissance de ce qu'on appellera plus tard la technocratie.]

Un certain nombre de militants socialistes croient constater que le refus de la prolétarisation est le principal phénomène à l'œuvre, dans les classes moyennes mais aussi au-delà. Le mouvement ouvrier a perdu son caractère universaliste et les fascistes en tirent profit. Il s'agit donc de faire sortir le socialisme de son éternel écartèlement entre discours maximaliste et compromissions en proposant un ensemble de réformes immédiates mais radicales qui seront appliquées systématiquement : un *plan*.

Les mesures proposées par les principaux « plans » des années 30, celui du Parti ouvrier belge et celui de la CGT auront en commun de puiser assez largement dans l'arsenal du programme révolutionnaire, en particulier la nationalisation des banques et des grands groupes industriels, tout

en évacuant la perspective de rupture avec le capitalisme et par conséquent le Sujet susceptible de la porter : le prolétariat. »

En effet, Henri de Man a dit : « *Ce n'est pas par la révolution qu'on peut arriver au pouvoir, c'est par le pouvoir qu'on peut arriver à la révolution* »

Si on y réfléchit bien, la technocratie naissante se substitue à la révolution. D'ailleurs, de Man ajoute : « *Pour mieux préciser la nature de ce changement, je dirai que, sans renoncer à poursuivre les réformes pour lesquelles nous luttons depuis toujours, et même, au contraire, pour les faire aboutir, il faut que nous poursuivions, au-delà de celles-ci, des réformes d'un caractère nouveau.*

Je propose, pour mieux fixer les idées, d'appeler ces réformes nouvelles des ***réformes de structure****, pour les distinguer des* ***réformes de répartition*** *pour lesquelles nous avons lutté jusqu'à présent.* »

Il en définit ensuite la portée : « *Il y a, en effet, deux espèces de réformes économiques. Les* ***réformes de répartition****, comme leur nom l'indique, consistent à assurer à une classe de la population, en l'espèce à la classe ouvrière, une part plus grande du revenu national, sans influencer le régime par lequel ce revenu est produit.* ***Les réformes de structure****, par contre, consistent à rendre possible une meilleure répartition par la transformation même du régime, dirigé vers un revenu national supérieur, c'est-à-dire vers une production mieux adaptée aux besoins de la consommation et développée parallèlement à ceux-ci.* »

La classe ouvrière n'est plus le seul moteur du socialisme

De Man analyse ensuite les circonstances dans lesquelles le plan peut se réaliser. « *Une crise comme celle que nous traversons affaiblit ce que les Anglais appellent notre «bargaining power», littéralement : notre puissance de marchandage; mais, d'autre part, elle augmente formidablement la puissance de rayonnement de nos idées socialistes, c'est-à-dire, en premier lieu, de la rébellion de la raison humaine contre l'absurdité d'un régime qui permet de consommer de moins en moins à mesure qu'il permet de produire de plus en plus et, en second lieu, du désir d'un ordre économique nouveau débarrassé des entraves du monopolisme financier.* »

On croirait lire un texte contemporain, tant les situations de 1933 et de 2014 sont semblables. À la différence près que le « rayonnement des idées socialistes » est aujourd'hui bien pâle en Europe. Mais en parlant ainsi, De Man pose le raisonnement suivant : « *En d'autres termes, la crise, en créant un état de détresse dont souffrent, outre la classe ouvrière, les classes moyennes et l'immense majorité de la population, nous permet de trouver des alliés pour un programme de réformes de structure que nous ne trouverions pas pour un programme de réformes de répartition. Car les réformes de répartition sans réformes de structure ne peuvent s'exercer au profit d'une classe que dans la mesure où elles réduisent le profit des autres classes.* » Et il prend comme exemple les charges sociales qui augmentent avec le chômage des ouvriers et dès lors qui pèsent sur la fiscalité des autres classes sociales.

De Man perçoit la naissance d'une majorité potentielle qui rassemblerait la classe ouvrière et la classe moyenne. La classe ouvrière n'est donc plus le moteur de la révolution, le fer de lance de la construction d'une société socialiste. Elle doit s'associer à d'autres classes sociales pour aboutir aux objectifs qu'elle s'est définis.

« *Pour cela, il faut que nous transformions notre front syndical, pratiquement limité à la classe ouvrière industrielle, en un front du travail qui englobe toutes les couches de la population travailleuse, manuels ou intellectuels, salariées ou indépendants, en vue d'une action commune pour la nationalisation du crédit et des monopoles dont il dispose pour la production des matières premières et de la force motrice*. »

Cette collaboration entre des classes sociales aux intérêts fondamentalement différents échouera. Il n'y aura jamais d'accords réels entre les organisations de classes moyennes et les organisations syndicales ouvrières. Certes, après la Deuxième guerre mondiale, la concertation sociale sera mise sur pied, mais elle se traduira toujours par une confrontation, un rapport de forces entre patronat, classes moyennes et classe ouvrière.

Un programme tout à fait nouveau

Qu'est-ce donc ce Plan du travail conçu par De Man ? Essentiellement, il s'agit de réformes de structures comme il les appelle de ses vœux.

Il comporte trois points :

« *L'objet de ce plan est une transformation économique et politique du pays, qui consiste:*

1° A instaurer un régime d'économie mixte comprenant, à côté du secteur privé, un secteur nationalisé qui englobe l'organisation du crédit et les principales industries déjà monopolisées en fait ;

2° A soumettre l'économie nationale ainsi réorganisée à des directives d'intérêt général tendant à l'élargissement du marché intérieur, en vue de résorber le chômage et de créer les conditions d'acheminement vers une prospérité économique accrue ;

3° A réaliser, dans l'ordre politique, une réforme de l'Etat et du régime parlementaire qui crée les bases d'une véritable démocratie économique et sociale. »

La nationalisation du crédit consiste essentiellement en la création d'un institut de crédit de l'Etat chargé d'assujettir les opérations des banques de crédit aux directives du plan. Il ne s'agit donc pas de nationaliser les banques, mais de les mettre sous la tutelle de ce nouvel institut en vue d'éviter que leurs opérations financières aillent à l'encontre des objectifs du plan.

La nationalisation des industries de base se fera comme suit : « *Le pouvoir législatif prendra les mesures nécessaires pour organiser en services publics les principales industries monopolisées qui produisent des matières premières ou de l'énergie motrice.*

Dans chacune de ces industries, il sera créé un Consortium chargé de la soumettre aux directives du plan. » Ces consortiums auront les mêmes pouvoirs que l'institut de crédit de l'Etat.

Le reste du secteur privé est maintenu sous le régime de la libre concurrence. Les seules restrictions concernent les opérations qui pourraient recréer des oligarchies financières.

Quant à la démocratie économique, Henri de Man voit une réforme institutionnelle en six points :

« *1° Tous les pouvoirs émaneront du S. U. (Suffrage Universel) pur et simple ;*

2° L'exercice des libertés constitutionnelles sera pleinement garanti à tous les citoyens ;

3° L'organisation économique et politique assurera

l'indépendance et l'autorité de l'État et des pouvoirs publics en général à l'égard des puissances d'argent ;

4° Le pouvoir législatif sera exercé par une Chambre unique dont tous les membres seront élus au S. U. ;

5° Cette Chambre, dont les méthodes de travail seront simplifiées et adaptées aux nécessités de l'organisation sociale moderne, sera assistée dans l'élaboration des lois par des Conseils consultatifs dont les membres seront choisis en partie en dehors du Parlement, en raison de leur compétence reconnue ;

6° En vue d'éviter les dangers de l'étatisme, le Parlement accordera aux organismes chargés par lui de la direction de l'économie les pouvoirs d'exécution indispensables à la rapidité de l'action et la concentration des responsabilités. »

Cet audacieux projet s'inscrivit dans le climat d'anti-parlementarisme qui régnait dans l'opinion publique et entretenu par les ligues fascistes comme Rex de Degrelle et le parti nationaliste flamand à connotation nazie, le VNV. Ce rejet de l'institution parlementaire avait aussi un certain succès dans la classe ouvrière. Cela représentait un danger majeur pour l'avenir du POB qui avait tablé toute sa stratégie sur la démocratie parlementaire. Or, en réformant le Parlement par l'instauration d'une Chambre unique (la suppression du Sénat) et en changeant ses méthodes de travail en faisant notamment appel à des compétences extérieures – ce qui est une caractéristique de la technocratie – De Man instaure un nouveau mode de gouvernement.

Henri de Man mit en garde contre la tentation de la multiplication des organismes : « *En d'autres termes, outre un plan d'action échelonné sur des années, le plan gouvernemental doit comporter un bloc de mesures immédiates, pour une transformation institutionnelle nettement délimitée à l'avance, mais radicale dans les limites ainsi déterminées.*

Il ne s'agira plus, dès lors, de s'arrêter à des solutions ni chair ni poisson, comme celles auxquelles nous avons trop longtemps accordé notre confiance en parlant du «contrôle des banques», du « droit de regard » et d'autres formules analogues.

Le vice fondamental de toutes ces solutions est de manquer leur but en allant trop loin d'un côté et pas assez loin de l'autre.

En augmentant le nombre des conseils et commissions qui partagent la responsabilité des pouvoirs existants sans partager leur autorité véritable, on ne fait que superposer les tares d'un parlementarisme mal compris aux tares d'un capitalisme mal ordonné. »

Cette mise en garde est très pertinente de nos jours où on considère que la défense des services publics consiste à les multiplier, ce qui dilue leur efficacité et ouvre la porte aux privatisations !

Le programme lui-même consiste en six points :

« *1° Une politique de l'épargne tendant à la sécurité des placements et à la répression des manœuvres spéculatives sur le marché de l'argent ;*

2° Une politique du crédit favorisant spécialement les branches de l'économie qu'il conviendra de développer pour la réussite du plan ;

3° Une politique des prix organisant la répression des exactions monopolistes et des manœuvres spéculatives sur les marchandises, et tendant à la stabilisation des profits agricoles, industriels et commerciaux ;

4° Une politique du travail tendant à la réduction de la durée du travail et à la normalisation des salaires par l'établissement d'un régime contractuel légal du travail : reconnaissance syndicale, commissions paritaires, conventions collectives, minimum de salaire ;

5° Une politique monétaire qui, tout en sauvegardant les avantages que procurent à la Belgique l'importance de ses réserves d'or et la stabilité de son change, permette d'accroître le pouvoir d'achat des différentes catégories de revenus du travail »

Il s'agit donc, en 1933, d'un programme dont plusieurs points seront repris après la guerre en Belgique comme en France. Le sixième point concernant le commerce extérieur est examiné ci-après.

Le socialisme national

De Man a insisté sur le fait que le Plan du travail ne pouvait s'appliquer qu'au niveau national. Il était opposé à son « internationalisation » car il considérait qu'il fallait en priorité le marché intérieur.

« *En somme, le seul moyen dont la Belgique dispose actuellement pour développer son rôle sur le marché mondial, c'est une économie dirigée sur le marché intérieur.*

Cela est vrai d'ailleurs à un point de vue universel, le retour au libre-échange étant devenu utopique. La reprise du développement du marché mondial n'est plus possible que par une économie internationale dirigée se basant sur des économies nationales dirigées. »

On est assez loin de la conception actuelle du libre-échange qui consiste en une libéralisation généralisée !

De Man ajoute : « *le pouvoir de réaliser une action dans ce sens n'existe pas sur ce plan* [international]. *Il n'existe que sur le plan national. C'est un fait que nous pouvons regretter, mais que nous devons reconnaître ; sans cela on risque de bâtir sur les nuages et, ce qui est pis encore, de s'esquiver devant les tâches nécessaires et possibles en prétextant l'attente de solutions impossibles.*

Il suffit de réfléchir un instant pour voir que socialisation internationale est une absurdité ; car toute socialisation présuppose une transformation de régime de la propriété. Cela ne peut se faire que par une action législative, parce que c'est la loi qui fait le droit. Or, il n'existe, ni à Genève, ni ailleurs, sur le terrain international, de pouvoir législatif qui soit en état de faire cela. [1]»

Cette dernière réflexion peut se poser actuellement dans le cadre de la construction européenne. Tant que l'Union européenne ne disposera pas d'un pouvoir législatif digne de ce nom, il sera impossible de faire des réformes de structures à ce niveau.

Cela ne signifie pas que, pour autant, De Man était partisan du protectionnisme. Au contraire, le 6e point du programme élaboré dans le cadre du Plan dispose :

« *6° Une politique commerciale qui, loin de tendre vers l'autarcie, favorise le développement du commerce extérieur, en poursuivant l'intérêt global des consommateurs à des prix de revient modérés au lieu de l'intérêt particulier de certains producteurs à des profits élevés ».* Il prônait entre autres la réadaptation des accords commerciaux aux conditions créées par la transformation économique du pays et par les méthodes nouvelles de la concurrence internationale, la reconnaissance de l'URSS, l'intégration du Congo dans l'économie nationale, la lutte contre les mesures de défenses protectionnistes des autres pays. Le bénéfice de cette politique sera consacré à l'instauration d'une assurance sociale pour les travailleurs.

On observe donc qu'il ne s'agit pas d'une politique protectionniste, mais d'une conception des relations

commerciales internationales basées sur une transformation des accords commerciaux tenant compte des intérêts propres aux parties contractantes. Quant au Congo, la colonie belge, De Man le voyait comme un acteur destiné à renforcer la puissance économique de la Belgique et non, comme il l'était, la « propriété » des holdings financiers et miniers belges. Ce n'était pas encore l'heure de la décolonisation ! Enfin, l'excédent commercial qui résultera de cette politique servira à financer ce que l'on n'appelait pas encore la sécurité sociale.

La dérive autoritaire

Le POB adopta le Plan comme programme politique. Les nuages commencèrent à s'amonceler sur l'Europe. Henri de Man fut nommé ministre des Travaux publics et de la résorption du chômage au sein du premier gouvernement de coalition avec le catholique de Paul van Zeeland qui réussit à renverser la conjoncture économique.

Henri de Man parvint à réduire le chômage de moitié en un an, comme il se l'était proposé. En revanche, lorsqu'il voulut institutionnaliser l'œuvre de sauvetage en organisant l'Office de Redressement économique, il se heurta à des obstacles insurmontables. Le projet de contrôle des banques et d'autres propositions de réformes structurelles connurent un sort semblable.

Le second gouvernement van Zeeland, issu des élections de mai 1936 et dans lequel De Man était devenu ministre des Finances – il fut en outre coopté sénateur la même année –, accentua dans son programme la nécessité de renforcer l'Exécutif et le contrôle du crédit. De Man espérait que le Premier ministre parviendrait à imposer un style de gouvernement moins dépendant des partis et des forces conservatrices et plus résolu à atteindre ses objectifs. En février 1937, Paul-Henri Spaak et lui expliquèrent dans des interviews retentissantes leur option pour un « socialisme national » visant à réaliser tout ce qui était réalisable dans le cadre national et refusant l'alibi d'un internationalisme platonique.

À ce titre, Spaak qui fut ministre des Affaires étrangères, refusa de reconnaître le gouvernement républicain espagnol sous prétexte qu'il ne disposait pas de majorité parlementaire ! Voilà un exemple des dérives du « socialisme national »…

Aussi, quand Degrelle provoqua une élection partielle à Bruxelles en avril 1937, encouragèrent-ils van Zeeland à relever le gant au nom de l'union nationale. La victoire du Premier ministre ouvrirait la voie, pensaient-ils, à un regroupement des forces démocratiques et progressistes au-dessus des clivages traditionnels. Ce n'était qu'illusions ou duplicité ! Très rapidement le gouvernement se débattit dans la crise ouverte par un projet de loi d'amnistie et aggravée par l'affaire de la Banque Nationale relative à l'utilisation de fonds secrets par le Premier ministre lui-même. Le gouvernement tomba en octobre 1937.

Pressenti pour résoudre la crise, Henri de Man échoua à cause de l'opposition libérale. Redevenu ministre des Finances dans le cabinet formé par le libéral Paul-Émile Janson, il dut faire face à la récession économique en proposant de nouvelles ressources budgétaires par une fiscalité accrue sur les gros revenus. Vivement critiqué par ses adversaires, fraîchement accueilli par ses collègues, malade de surcroît, il démissionna le 12 mars 1938. L'échec personnel d'Henri de Man coïncidait d'ailleurs avec un reflux général des tentatives de rénovation.

Tirant la leçon de son expérience, De Man jugea que le socialisme, en même temps qu'il renonçait au concept marxiste de la lutte de classe et s'affirmait comme un parti de gouvernement, devait abandonner la conception bourgeoise et libérale de l'État au profit de ce que Spaak et lui appelaient la « démocratie autoritaire » avec, notamment, un gouvernement de législature et l'usage du référendum. Ce fut un échec. Cette dérive autoritaire sonna le début de la fin pour Henri de Man. Spaak, quant à lui, dont l'opportunisme n'était plus à démontrer, commença à prendre ses distances avec De Man.

Une conduite lamentable

En 1939, après la mort de Vandervelde, De Man accéda à la présidence d'un P.O.B. divisé. En septembre, il entra comme vice-premier ministre dans le gouvernement d'union nationale d'Hubert Pierlot, mais il le quitta quatre mois plus tard n'étant pas suivi par le Parti dans son obsession de neutralité vis-à-vis de l'Allemagne.

En janvier 1940 il reçut du Roi la mission d'aller se renseigner en Italie sur le bien-fondé de l'avertissement que Ciano avait lancé le bruit de la proximité d'une attaque allemande contre la Belgique. Puis, ayant rejoint l'armée, il dirigea l'œuvre de la reine Elisabeth « Pour nos soldats ». Pendant la campagne des dix-huit jours, sans autre fonction bien définie que celle de veiller sur la sécurité de la reine Elisabeth, il approuva la décision de Léopold III de ne pas suivre le gouvernement à Londres pour poursuivre le combat et se rapprocha du roi.

C'est dans l'atmosphère malsaine qui suivit les reddition belge et française qu'Henri de Man écrivit son fameux *Manifeste du 28 juin 1940*. Pensant que le fascisme pouvait jouer un rôle révolutionnaire en balayant par la force les obstacles qui avaient toujours fait échec à la justice sociale et à la paix européenne, il y présentait « l'effondrement d'un monde décrépit » et « la débâcle du régime parlementaire et de la ploutocratie capitaliste » comme une « délivrance » pour les classes laborieuses. Considérant le rôle politique du P.O.B. comme terminé, il lançait pour finir un appel aux militants socialistes à dissoudre le Parti afin qu'ils entrent dans un parti unique fidèle au Roi et prêt à réaliser la souveraineté du travail. Cela était tout à fait illégal, illusoire et fondamentalement contraire aux principes de base du mouvement ouvrier belge.

Cette conduite lamentable qui menait à la collaboration avec les pires ennemis du socialisme fit d'Henri de Man un paria. Il était désormais isolé. Le roi n'exerçait plus aucun rôle politique, les nazis se méfiaient de lui, ses derniers amis socialistes lui tournèrent le dos. En 1943, il se réfugia en Suisse avec sa femme et décéda en 1953 dans un accident de voiture dont les circonstances n'ont jamais été élucidées.

Henri de Man est sans doute mort d'avoir oublié la lutte des classes. Cependant, le Plan du travail ne disparut pas totalement avec de Man. Bien des éléments furent repris après la guerre, mais la grande réforme radicale qu'il impliquait était à jamais enterrée. La social-démocratie était désormais installée.

Pierre VERHAS

1 Genève était le siège de la S.D.N. (Société des Nations) et du Bureau International du Travail qui avaaient été créés après 1918.

MORCEAUX CHOISIS

Le sentiment de la nature est une manifestation d'anarchisme concret, il est plus vif chez les jeunes gens que chez les vieillards. Dans ces sociétés [naturistes], ce qui importe, ce n'est pas l'armature administrative : grands rassemblements, hiérarchie, congrès, mais le petit groupe : la patrouille, la bande, le camp ; chacun de ces groupes vit d'une vie très particulière. Ce sont des sociétés anarchiques mais sans théorie, qui ont instinctivement résolu le dilemme contre lequel s'est brisé l'anarchisme : la contradiction entre son esprit personnaliste et sa philosophie scientiste. L'anarchie cadre mal avec l'idéal du progrès, car le progrès ne s'acquiert pas sans un renforcement de l'armature sociale, c'est-à-dire en fin de compte de l'État : la synthèse entre une liberté indéfiniment accrue et un confort indéfiniment accru est une utopie. L'anarchisme suppose une civilisation où l'homme n'a pas à se défendre contre la nature, mais où il n'a pas non plus à organiser une société trop vaste ; l'idéal de l'anarchie, c'est l'âge d'or. Entre le confort et la liberté, elle devait choisir ; les sociétés naturistes ont choisi la liberté.

Bernard Charbonneau,
« Le sentiment de la nature, force révolutionnaire »
(1937),
in **Bernard Charbonneau & Jacques Ellul**, *Nous sommes des révolutionnaires malgré nous*, **Seuil, 2014**

***

[…] *dans les années trente, avec Bernard Charbonneau, nous réclamions déjà la réduction massive et le partage du temps de travail. C'est une mesure absolument possible et indispensable. Une nouvelle répartition du travail entraînera sans doute une augmentation des coûts à la production, mais elle sera compensée par la diminution des dépenses affectées à l'indemnisation et au traitement social du chômage.*

On invoque la concurrence internationale pour disqualifier ce type de propositions, mais pourquoi ne pas considérer qu'une telle attitude de la part de la France pourrait encourager des mouvements similaires chez nos voisins ? Qui oserait nier qu'il s'agit là d'un problème mondial ? Peut-on continuer encore longtemps à penser uniquement en termes de productivité ? Nos dirigeants raisonnent toujours à partir d'idées vieilles de cinquante ans. Ils ne réalisent pas qu'une autre orientation pourrait être donnée à l'économie vers des activités utiles mais non productives.

Pour combler sa solitude, l'homme moderne a besoin d'authentiques relations humaines, d'activités ludiques, de contacts personnels en dehors du monde du travail. Il faut sortir du cycle infernal consommation-production, même si cela doit bouleverser nos habitudes quotidiennes et réduire notre niveau de vie.

Jacques Ellul, **Patrick Chastenet**,
À contre-courant (Entretiens), **La Table Ronde, coll. La petite vermillon, 2014**

***

Simone Weil craignait pour son âme chaque fois qu'elle pointait pour entrer en usine, et elle aurait voulu la laisser dehors pour la reprendre en sortant. En réalité, son âme a conquis sa liberté dans le travail à la chaîne. Pour s'en convaincre, il suffit de lire les écrits composés à la suite de cette expérience. L'usine moderne est comme « l'immense étendue d'une cellule étroite ». « Dieu », comme c'est souvent le cas contre la sécularisation modernisatrice, est ici une manière pour dire « au-delà » de son propre soi égoïste, une manière d'utiliser au mieux la Jetztzeit benjaminienne, le « temps d'à-présent », qui d'un côté nous opprime et de l'autre nous rédime, une manière pour réaffirmer un oui-oui et un non-non, occasionaliste et donc réaliste. Nous ne l'avons compris qu'après, parce que – nous opéraïstes plus que d'autres – nous avons ressenti le signe de la défaite ouvrière sur notre chaire vivante, c'est-à-dire sur notre pensée vécue, à un âge mûr, et donc en mesure d'assimiler, de réélaborer, de lutter contre, avec des choix intellectuels stratégiques et des moyens existentiels tactiques. Défaite ouvrière ou, ce qui revient au même, échec de la politique du vingtième siècle : tel est le thème qui reste d'une lointaine expérience consommée et qui renvoie à une déclinaison inédite du futur dans le passé, le seul travail de recherche, celui-ci, qui vaille la peine, à ce point, d'être fait.

Mario Tronti, *Nous opéraïstes (le « roman de formation » des années soixante en Italie)*,
traduit de l'italien par Michel Valensi, éditions d'en bas & éditions de l'éclat, 2013, p.112-113.

Au fil des lectures

Serge Latouche présente ***Cornélius Castoriadis ou l'autonomie radicale***, le passager clandestin, coll. « les précurseurs de la décroissance », 2014, 94 pp.

Poursuivant son exploration des « précurseurs de la décroissance », la collection éponyme s'intéresse dans ce nouvel opuscule à Cornélius Castoriadis (1922-1997). Ce n'est pas l'économiste et le militant du célèbre groupe d'extrême gauche d'après-guerre « Socialisme ou Barbarie », ni le psychanalyste original, qui sont abordés ici, mais le philosophe de « l'institution imaginaire de la société » et le sympathisant de la cause écologiste à la fin des années 1970.

Dans sa présentation Serge Latouche s'attache à formuler, à partir de Castoriadis, l'utopie concrète de la démocratie directe et revient sur la nécessité d'une décolonisation de l'imaginaire pour réaliser une société d'abondance frugale, recomposant une nouvelle alternative entre décroissance ou barbarie.

Suivent cinq extraits d'œuvres de Castoriadis, écrits à partir des années 1970, qui étayent cette démonstration. Ainsi, cette remarque du philosophe à propos de la dégénérescence des organisations politiques d'une évidente actualité : « On ne demande pas aux écologistes de se constituer comme un parti ; on leur demande de voir clairement que leurs positions mettent en cause, à juste titre, l'ensemble de la civilisation contemporaine et que ce qui leur tient à cœur n'est possible qu'au prix d'une transformation radicale de la société. »

Louis SARLIN

Langages et réalités dans les crises politiques des sociétés

Séparation et réunion : oxymore, crase, régulation et articulation

1 - Quand la vie politique française rencontre l'oxymore

Le mot oxymore s'est même glissé le vendredi soir 5 septembre, dans l'émission « Ce soir (ou jamais) » présentée par Frédéric Taddéï accompagné de Jacques Attali, Marcel Gauchet et quelques autres habitués de la vie médiatique. Nombre de députés et même certains ministres critiquent ouvertement la ligne du gouvernement. Les médias reprennent sans cesse la question : les députés socialistes frondeurs peuvent-ils être à la fois dans la majorité et hors d'elle ? Et comment situer les ministres « écologiques » ou/et ceux récusant l'orientation « sociale-libérale » ? Peut-on, dans une majorité socialiste, dans un gouvernement socialiste être en même temps dehors et dedans ? Les médias remâchent ce statut du « dedans/dehors ».

Le jeudi 4 septembre 2014, Valérie Trierweiler sort son livre *Merci pour ce moment.* Elle surenchérit (c'est le mot !), apportant sa touche confidentielle contre François que les médias reprennent : « Le président socialiste mais normal d'une République exemplaire n'aime pas les pauvres ». Les médias poursuivent en spéculant : « Les domaines public et privé, en France, sont séparés mais dans cette affaire comment ne pas voir que le privé est tout autant public ? » Alors : « social-libéral », « dedans-dehors », « normal-exemplaire », « public-privé », des oxymores il en pleut, des rouges et des bleus !

De bons exemples valant mieux qu'un long discours, on voit que le mot oxymore désigne une manière de parler (une figure de style) qui réunit les contraires habituellement séparés et opposés. Peut-être le choc « socialisme/libéralisme » les appelle-t-il ? Dans son livre *La philosophie féroce*, sous-titré *Essais anarchistes*, Michel Onfray (2004 : 93-94) précède de dix ans la fronde de 2014, avec un court texte intitulé « Carpe socialiste, lapin libéral ». Il ironise sur ce mariage de la carpe et du lapin. Le « socialisme libéral » définit pour lui une pure « chimère ». C'est « un oxymore, une carpe clonée avec un lapin, ni chair ni poisson, à l'aise ni dans l'eau ni sur terre ».

2 - L'homme oxymore : de Jospin à Hollande

Le même Michel Onfray (2006 : 17-19) persiste. Dans *Traces de feux furieux. La Philosophie féroce II*, il remonte le temps vers avril 2002. A la fin du quinquennat, le Premier ministre Lionel Jospin, en cohabitation avec le Président Chirac, se présente contre lui à l'élection présidentielle d'avril 2002. Après son éviction dès le premier tour, Jospin annonce son retrait de la vie politique mais y participe *quand même. Onfray pointe alors trois oxymores en un seul homme : « absent très présent, silencieux qui parle, retraité très* actif. Et le baptise « l'oxymore vivant ».

Aujourd'hui, c'est François Hollande qui, pour les médias, tient le rôle. Déjà, comme premier personnage de l'Etat peut-il, sans frôler l'oxymore, se dire un « Président normal » ? Les médias ne cessent de clamer que 13% d'opinions favorables dans les sondages, ça n'est pas « normal », c'est exceptionnel, ça ne s'est jamais vu pour aucun Président de la République ! Aussitôt un nouvel oxymore médiatique fleurit. Le Président est-il légitime ? Deux perspectives s'opposent. L'une sépare et distingue l'élection institutionnelle publique et les sondages « privés » : dans ces conditions, le Président est toujours légitime. La seconde perspective réunit un maximum de faits tous confondus et allant dans un sens contraire aux résultats de l'élection présidentielle de mai 2012. « La dissolution seule ne suffirait même pas ! Le Président est illégitime ». Vu ainsi, le Président est en même temps légitime pour les uns (mais pour combien de temps ?), illégitime pour les autres (mais jusqu'où ?). A l'émission télévisuelle précitée, Jacques Attali trouvait la situation prérévolutionnaire. Alors, côté oxymore, le Président est à la fois normal et anormal, légitime et illégitime. Et ses adversaires (à gauche !) dénoncent aussi en lui « l'ennemi-ami » de la finance.

Toujours le 4 septembre, à l'affaire Trierweiler s'ajoute soudain l'affaire Thévenoud, secrétaire d'Etat délégué au commerce extérieur de la France, célèbre par sa formule « Nous ne sommes pas tous des Cahuzac » et par son zèle au service de « la République exemplaire ». Neuf jours après sa nomination il doit démissionner du gouvernement. Le ministre exemplaire n'est même pas en règle avec le fisc. La politique est exemplaire et ne l'est pas. La République est exemplaire et ne l'est pas. C'est devenu la vie quotidienne de nos démocraties au XXIe siècle. « Je t'aime, moi non plus ! » disait Gainsbourg, un ancien frondeur né l'oxymore à l'esprit.

3 - L'oxymore, figure d'« assimilation » des contraires, est ancien et partout

L'oxymore a une longue vie derrière lui. Religion, philosophie, arts et lettres, sciences humaines et même dures l'emploient. En Grèce, il a pris la forme de la coexistence entre les dieux comme Nietzche l'a souligné avec Apollon la mesure et Dionysos la démesure, l'ordre et le chaos. Un seul et même dieu peut associer en lui des contraires, tel le bien connu « Janus bifrons » conjuguant deux visages opposés comme triste et joyeux. Montaigne parle de l'homme comme étant simultanément « grand et misérable ». Kant a souligné « l'insociable sociabilité » des hommes. Le philosophe allemand Leibniz a présenté le réel comme « unitas, multiplex », « l'un multiple ».

En économie, Schumpeter est célèbre pour son oxymore « la destruction créatrice ». Mais, les délocalisations montrent qu'il n'y a pas seulement une destruction positive par sa dimension créatrice, il y a aussi une destruction négative inhumaine faute de régulations et d'articulations. Le « Prix Nobel d'économie » Amartya Sen l'a montré à propos de telle famine en Inde. Même les sciences dures, si strictes sur les défi-

nitions, ont eu leur chemin de Damas avec la physique quantique et son oxymore associant « onde et corpuscule », « continu et discontinu ».

Du côté des écrivains, la récolte est prodigieuse. La Fontaine décrit : « Elle se hâte avec lenteur » ; Boileau prescrit : « Hâtez-vous lentement ». L'oxymore le plus connu est chez Pierre Corneille : « Cette obscure clarté qui tombe des étoiles ». Ensuite, il y a concurrence entre Baudelaire : « le soleil noir », Gérard de Nerval : « le soleil noir de la mélancolie », Victor Hugo : « Cet affreux soleil noir ».

Autres exemples : selon Mme de Sévigné, « l'éloignement rapproche ». Selon Cocteau : « Le silence défile musique en tête ». Citons en vrac : « Un beau jeune vieillard » (Molière), « Une belle figure laide » (Daudet), « l'avare magnificence » (Rousseau), « cette petite grande âme » (Hugo), « les splendeurs invisibles » (Rimbaud) « la sublime horreur » (Balzac).

Ou encore : « le silence assourdissant » (Camus), « les pas de l'immobilité » (Blanchot), « la sérénité crispée » (Char), « le merveilleux malheur » (Cyrulnik). A l'étranger, chez le poète italien Umberto Saba: « la sobria ebrietas » (la sobre ébriété), la « serena disperazione » (la sereine désespérée). Enfin, dans la simple conversation, en plus des derniers oxymores de la vie politique évoqués, chacun se rappelle du « faux vrai passeport » et a entendu : « douce violence, mort vivant, oublieuse mémoire, nouveau classique, etc. »

4 - Christian Méheust : la « politique de l'oxymore » du néolibéralisme

Revenons à notre actualité. Les Editions « Oxymore », naquirent à Montpellier en 1999, publièrent une cinquantaine d'ouvrages et disparurent en 2006. Etaient-elles trop en avance ? Ces dernières années plusieurs livres prirent le terme comme titre. Ainsi, un recueil de poésies de Jalila Hadjji, et un livre de Marc Petit et Nino présentant des sculptures. En 2011, J.-L. Chiflet intitule son Dictionnaire inattendu de la langue française, *Oxymore, mon amour !*

Auparavant, en 2009, la relation entre oxymore et politique était clairement affichée par Christian Méheust avec *La politique de l'Oxymore*. Il reconnaît à l'oxymore une fonction positive comme dans son usage surréaliste. Il rappelle « le poisson soluble », oxymore par lequel dit-il « Breton visait à nous déconditionner en court-circuitant nos associations habituelles ». Davantage, il se réfère à Gilbert Durand pour reconnaître avec lui que la prise en compte des opposés est créatrice quand elle oblige à produire « la cohérence des antagonismes ».

Cependant, il veut aussi mettre en évidence un maniement pervers de l'oxymore tel qu'il l'observe dans l'actuelle culture dominante du néolibéralisme. Pour qu'il n'y ait pas d'erreur, il sous-titre son ouvrage: « Comment ceux qui nous gouvernent nous masquent la réalité du monde ». Le processus consiste à ériger l'oxymore en moyen de brouiller la vision et de décourager l'action. Par exemple, nous pouvons être légitimement plutôt pour la sécurité qui n'est pas sans raideur, ou plutôt pour la souplesse au risque de l'incertitude. Inutile conflit entre ces orientations opposées, grâce au fameux oxymore de la « flexisécurité ». S'il s'agissait effectivement d'inventer une vraie « cohérence antagoniste » à la Gilbert Durand, pourquoi pas ? Or, au contraire, ce dont il s'agit c'est d'afficher une solution mixte aux allures de miracle adaptatif (comme dans la Pub) pour se garder les mains libres de faire ce qui vous arrange sans que cela puisse se voir clairement. Christine Lagarde sait tout cela. Des crases économiques, elle en fabrique même. Par exemple la « rilance » ! Quelle belle crase de la rigueur et de la relance ! Comme ça la relance qui n'existe pas cache la rigueur qui est pour vous. C'était bien tenté !

Méheust donne nombre d'exemples dans lesquels l'oxymore est même caché. Ainsi, la « vidéo-protection » est en principe l'emploi de la vidéo pour vous protéger. Mais elle peut vous protéger et, en même temps, ne vous protège pas puisqu'elle vous surveille et peut se retourner contre vous. Qu'importe, direz-vous « je n'ai rien à me reprocher ». C'est faux ! Car vous ne savez pas comment celui qui prend votre image pourra décider de son interprétation. « Offre d'emploi raisonnable » : on vous l'offre ou non cet emploi ? Eh bien on fait l'un ou l'autre selon une raison qui a toute chance de n'être pas la vôtre !

« Marché civilisationnel » : à quoi bon le dire si la civilisation, c'est le marché ! Mais comme peut-être pour vous ce n'est pas sûr, on l'affiche pour vous en persuader ! Durer, c'est continuer ce qui est, alors que développer c'est aussi le faire devenir autre. Qu'importe on fera tenir ensemble le même et l'autre : on aura le « développement durable », « la financiarisation durable ». Méheust cite encore un petit chef-d'œuvre : la « décélération de la décroissance », au cas où vous pourriez croire que le néolibéralisme est contre la décroissance. Pas du tout, il peut même la décélérer. Et pour finir, on entend répéter à l'envi que l'économie ne relève pas de la morale mais comment peut-on poser alors cet oxymore : « la moralisation du capitalisme ». Vous êtes libres de voir le réel à travers vos rêves !

5 - Quand l'oxymore trouve sa « crase » !

Le terme oxymore n'est pas un jeu de langage gratuit. Il est impératif d'abandonner des attitudes d'hostilité ou de fascination et de sidération induites par les oxymores. Il faut plutôt les situer dans le vaste processus de la difficile adaptation humaine. En fait, l'oxymore pointe un problème général, profond, quasi insondable de l'univers humain et de l'univers tout court : comment les opposés peuvent-il subsister ensemble voire même peut-être s'assimiler, fusionner ? La question se pose dans tous les domaines y compris non-humains mais aussi à tous les niveaux de l'adaptation humaine, individuelle et collective.

Nous pouvons faire un pas en ce sens en analysant une variante décisive de l'oxymore qu'il convient de nommer « la crase ». Elle est comme lui connue au plan langagier mais tout aussi méconnue dans sa correspondance au plan du réel : social et sociétal. On les confond d'ailleurs. Pourtant elle a une caractéristique précieuse. Elle laisse voir dans la collusion des opposés comment chaque opposé est entamé (comme en partie écrasé) pour tenir mieux avec l'autre. Avant de poser les problèmes de fond, voici quelques crases sémantiques, idéologiques, stratégiques, rares ou courantes.

Ainsi, l'Allemagne et la France doivent s'entendre en Europe. Le couple franco-allemand est constamment sollicité. Il affronte mainte difficulté. La crase – sémantique et morphologique – va faire comme si l'alliance et quasiment la fusion étaient déjà réalisées. Merkel et Sarkozy ne font plus qu'un seul être unifié nommé « Merkozy » (Demorgon, 2011). A l'arrivée de Hollande, les journalistes ont tenté « Merkhollande » qui n'a pas tenu. Ensuite, face à la crise de la dette des Etats, d'autres journalistes – soucieux d'assimiler la France et la Grèce de Papandréou – vont risquer la crase : Hollandréou, qui ne tiendra pas non plus.

Plus sérieux : dans la mondialisation, les Etats restent divisés mais sont de plus en plus contraints à faire ensemble. Le langage de la crase accompagne bien ce réel. En vrac, citons : la FrançAfrique, la Chinamérique ; des chercheurs américains humoristes ont préféré la Chimérique. J.-J. Boillot et S. Dembinski (2013) intitulent leur récent livre *Chinindiafrique*. Le phénomène dépasse l'actualité, citons seulement à cet égard une belle crase utopique de la « catholaïcité » française. La crase n'est pas réservée aux grands problèmes, elle est dans notre vie courante. Vous connaissez bien le vélib et l'autolib. Sur les chantiers s'affiche la société Locabane. Par contre, vous avez oublié que l'autobus est un crase franco-gréco-latine de l'auto-omnibus, l'auto(mobile) pour tous. Aujourd'hui, le langage informatique s'y met. Votre enfant a-t-il des difficultés scolaires ? consultez et faites venir « Profadom »... Par ailleurs, nous connaissons ces raccourcis saisissants que sont les crases « sms » : la déclaration d'amour en trois lettres « JTM » ou bien « à demain » en quatre signes : « @2M1 ». Quant au journalisme, il peut viser l'humour avec « météorage » ou se montrer très sophistiqué avec le « romenquête de BHL ». Enfin, aujourd'hui les langues sont en crase. L'anglais avec l'Hindi en Inde devient « l'hinglish » ; à Wallstreet, il devient le Wallsglish. Et, à la frontière du Brésil et de l'Argentine on parle le « portu(g)nol ».

6 - La crase comme seuil critique dans la contrainte à l'union

Christian Méheust recherche l'existence d'une culture de l'oxymore pervers en-deçà du présent que nous vivons. Il trouve un oxymore historique de première grandeur : « national-socialisme ». En fait, une « crase » comme en témoigne le terme « écrasé » de nazisme. Irvin Yalom (2012 : 290) décrit fort bien cet oxymore de crase dans son roman *Le Problème Spinoza*. Il imagine un dialogue dans ces années trente du XXe siècle : « – Si j'ai bien compris, votre nom est maintenant « Le Parti national-socialiste des travailleurs allemands ? » – « Oui » – « Pourquoi un nom si emberlificoté et qui prête à confusion ? : « National » implique l'idée de droite ; « socialiste », de gauche ; travailleur, de gauche, et allemand, de droite ! Ce n'est pas possible ! Comment votre parti peut-il être tout cela ? » – « C'est précisément ce que veut Hitler, être tout pour tous, à l'exception des Juifs et des bolcheviques évidemment ».

En fait, la « crase », au plan linguistique, est fort ancienne : « crasis » en grec. Sa pratique morphologique est banale mais souvent oubliée : l'article "des" est la crase de l'expression "de les". Le terme de crase trouve aussi ensuite une signification biologique avec la crase sanguine. Le sang, normalement fluide, peut se changer en son contraire : en cas de blessure, il coagule. Mais, retour au langage ! La crase la plus fréquente et la plus connue est sémantique. Elle va faire tenir ensemble, en les forçant au besoin, des réalités conceptuelles toujours d'ordinaire incompatibles. Joël de Rosnay (1975) pose ensemble « coopération » et « compétition » et forge « coopétition ».

La crase concerne tout autant l'opposition des formes de sociétés. La forme antérieure se définit localement par un territoire et ses frontières. La forme nouvelle se définit globalement par des flux transfrontières de biens et de personnes : elle est mondiale. Il y a conjonction des opposés entre la nation politique et la mondialisation économique. Local et global seront réunis dans le mot crase « Glocal ». Les deux termes s'associent en s'écrasant chacun partiellement. Déjà dans « nazisme », on ne reconnaît qu'avec peine les deux mots d'origine. Echo du réel, car nationalisme et socialisme vont perdre leur essence d'origine dans la crase nazie réelle.

Oxymores et crases énoncent au plan du langage la nécessité et la difficulté d'une solution associant les opposés. Ils ne l'imaginent que dans la production d'une crase réelle dont l'obtention la plus facile repose sur la magie émotionnelle. Celle-ci peut conjuguer rituels (un salut !) symboles visuels (une figure géométrique) et slogans (il n'en manque pas). En effet, en général, au moment où cette crase, à la fois langagière et réelle, se met en place, c'est aussi parce que nulle autre méthode opératoire bien définie et articulée n'est disponible. De là, ce si fréquent recours à l'homme providentiel, charismatique, seul crédité de la puissance de réaliser le supposé souhaitable. Mais comment ?

Résoudre les oppositions sociales qui divisent une société demande un miracle d'émotion et d'intelligence. Souvent, beaucoup pensent que ce miracle n'est empêché que par des ennemis externes ou internes, ou même qui sont l'un et l'autre, ce qui aggrave leur cas. Les Juifs ou les immigrés ont été, sont, ou peuvent, hélas !, devenir des surfaces de projection pour ce rôle.

Le forçage à l'union est contraint d'opérer une mutilation des parties prenantes, ensemble membres de la même nation. Cette mutilation se cache en exhibant la mutilation projetée sur un ennemi ou des ennemis que l'on construit communs. Le terme « nazisme », crase linguistique (sémantique et morphologique) mutile ses deux termes originels : national et social. Le nazisme, crase réelle (sociale et sociétale) fait de même au plan des groupes sociaux. Les Juifs sont dénoncés alors que beaucoup, depuis des générations, font partie de la nation allemande. Le nazisme comme crase réelle deviendra mutilante jusqu'à l'horreur nationale et internationale la plus extrême.

7 - Fabrice Bouthillon : « L'oxymore » « Est, Ouest » résiste au dernier pari d'Hitler

Christian Méheust nous renvoie au petit livre étonnant dans lequel l'historien Fabrice Bouthillon (2007 : 45-46) analyse le testament politique rédigé par Hitler, la veille de son suicide. Sortilèges pour les siens et malé-

fices pour ses ennemis n'ont pas assuré la victoire. Hitler avait d'abord opéré une crase institutionnelle réunissant dans sa personne la fonction « représentative » de Président de l'Empire et la fonction exécutive de Chancelier. Il se sait maintenant disqualifié. Sa disparition est devenue un préalable irréductible pour toute évolution meilleure de l'avancée vers la paix entre Alliés vainqueurs et Allemagne vaincue. Et pourtant, en association à sa disparition, Hitler imagine pouvoir trouver encore l'occasion d'un retournement final. D'où ce testament politique où il remet en place les deux fonctions hier réunies en lui et pour lesquelles le choix des titulaires se révèle fort significatif.

Certes, la crase nazie a échoué au plan des composants sociaux allemands qu'elle voulait unir et auxquels elle voulait donner la victoire. Dès lors, la dissociation reprend son évidence de réalité. Les grandes oppositions sont toujours là avec leurs correspondances au plan des sociétés idéologiquement ennemies – l'URSS et les démocraties capitalistes – même si elles sont en l'occurrence alliées. Hitler s'imagine capable de produire un ultime retournement de chacun contre l'autre. Il nomme Chancelier Goebbels, connu pour son hostilité aux démocraties capitalistes et qui pourrait tenter de réassocier l'Allemagne et l'URSS. N'écartant pas un échec de Goebbels, Hitler nomme aussi le grand-amiral Dönitz, Président de l'Empire. Avec sa réputation d'aristocrate et de technicien, il pourrait tenter de « sauver » encore l'Allemagne en promettant d'appuyer les démocraties contre l'URSS. Mais – à ce moment historique précis – « l'oxymore » réel de l'alliance « Démocraties capitalistes, URSS » tiendra.

Ce fut là une alliance exceptionnelle pour un temps au moins. En contraste, citons, en l'étendant un peu, la célèbre formule anti-oxymore de Rudyard Kipling : « L'Est est l'Est, et l'Ouest est l'Ouest, et jamais ils ne se rencontreront ».

Fabrice Bouthillon (2007 : 37) voit parfaitement la situation généralisée de crise évolutive lourde dans laquelle se trouve l'Europe depuis la déstabilisation due à la Révolution Française, plus radicale que l'anglaise, même si, dans les deux cas, un roi y a laissé sa tête. Il souligne que la Première Guerre mondiale a fourni l'occasion d'inventer des liens nouveaux entre groupes sociaux (crases plus qu'articulations !). Comme aussi d'établir des ponts entre la constitution royale-impériale qui tient ensemble – quasi-religieusement – les peuples d'un même empire, et la nouvelle constitution des nations-marchandes à visée démocratique qui se propose de les tenir ensemble associés par des intérêts partagés. Tout cela se jouait difficilement, de façon laborieuse à l'intérieur de chaque société. Tous les processus étaient, mais plus ou moins, sollicités. Oxymores, crases, régulations, articulations institutionnelles se concurrençaient, ralentissant, empêchant l'invention politique nécessaire. En externe, la menace était celle de la remise en cause de chaque construction institutionnelle d'un pays par une défaite qui lui serait infligée dans une guerre. Victoire, défaite, constituant, comme autrefois, « le jugement de Dieu ». Bouthillon écrit : « au moment où s'achève le XIXe siècle, pas plus en Allemagne qu'en France, ou nulle part ailleurs sur le continent, le conflit créé par la Révolution (de 1789) n'a trouvé sa solution définitive. Le sens politique de l'année 1914 fut de paraître lui en donner une, tant dans les capitales, au sein des Unions Sacrées, où fusionnèrent à Berlin comme à Paris les gouvernements et leurs oppositions – le socialisme acceptant l'Empire en Allemagne ; la Droite, la République en France ». Mais ensuite, chacun des Etats vaincus dans la première guerre mondiale ou dans une guerre civile révolutionnaire va verser dans le totalitarisme. « L'Italie, dans le fascisme, né de la rencontre du socialisme révolutionnaire et du nationalisme ; la Russie, dans le stalinisme, qui voulait le socialisme (international) dans un seul pays ; et l'Allemagne, évidemment, dans le nazisme ». La crase totalitaire tentait de conjurer l'éclatement qui pouvait alors menacer le pays. A défaut, évidemment que le pays ait déjà réussi une tentative plus affinée de régulation et d'articulation, aux deux plans, intérieur et extérieur : tâche quasi-impossible !

8 - D'autres devenirs pour les oppositions : régulations et articulations

Préoccupés de mieux découvrir oxymores et crases dans leurs expressions les plus marquées, nous risquons de perdre de vue le problème général. Ce problème concerne l'opposition entre d'une part les singularités séparées (des choses et des êtres) avec leurs différences et leurs différends et, d'autre part, des « communs » susceptibles de les réunir, de les associer quand même. Or, cette fabrique des communs doit prendre en compte les êtres humains en lien avec leurs milieux comme aussi entre eux ; et cela sur un double plan : des énergies affectives et des opérations qui jouent ensemble dans l'organisation des existences individuelles et collectives.

Que les opposés, les contraires puissent et même doivent aussi être assimilables, c'est un formidable postulat dont nous ne voyons pas plus le bout que nous ne voyons celui de l'infinie dispersion de toutes les singularités irréductibles aussi les unes aux autres. On évitera donc de déduire de nos apports précédents trop rapides et impressionnistes que les oxymores et les crases sont de mauvaises ou de bonnes solutions. Ils peuvent être les deux et même l'être ensemble. Il suffirait, pour approcher cette complexité ambiguë du réel, de s'interroger par exemple sur l'une des plus étonnantes de nos crases sous-entendue dans les analyses historiques qui précèdent : la crase de la « Mère patrie ». Elle associe, elle conjoint « le masculin et le féminin des parents » (pères et mères) ainsi que les parents et les « enfants de la fratrie ». On est passé des « enfants du Bon Dieu » aux « enfants de la Patrie ». Pour le meilleur et pour le pire ! C'est qu'il faut comprendre l'histoire des sociétés comme une vibrante oscillation entre différents niveaux et différentes qualités de commun. Des tribus aux empires, les hommes ont fait très « large ». En un sens, les nations se sont resserrées sur des dimensions souvent plus modestes. Le choc des pays de régime politique différent va être inimaginable allant jusqu'à Stalingrad, Hiroshima, Nagasaki. Il n'est pas terminé comme en témoigne la crase terroriste qui détruisit le onze septembre 2001, le centre de l'économie la plus avancée.

L'autre problème, immense, que nous n'avons pas

abordé est celui de l'existence d'autres ressources de traitement des différences, des différends et des communs possibles. Il s'agit des régulations et des articulations. La régulation est à l'horizon de la réflexion et de la pratique humaine depuis fort longtemps. François Jullien et J. Kong (1993) ont remis en évidence le classique chinois de « *la régulation à usage ordinaire* » qui date du quatrième siècle avant J.-C. Ce bref ouvrage complète « *le classique du changement* » célèbre pour ses multiples associations des contraires « Yin, Yang ». Plus près de nous, après le philosophe Stéphane Lupasco, le grand médecin et analyste Elie Bernard-Weil a montré à l'œuvre dans la nature physique, biologique, humaine, les multiples et subtiles régulations « ago-antagonistes ». Au lieu des crases, on a des « dosages » d'importance diverse entre deux opposés. Pas de vie sans ces réglages ! Qu'il suffise de penser à notre précieux trente-sept degrés de température corporelle qui s'est installé entre les deux infinis du chaud et du froid.

Les régulations sont aussi présentes dans la vie sociétale. Elles s'y conjuguent avec un autre visage de la réunion des contraires également indispensable dans la vie tout court : l'articulation (pensons à nos épaules, nos hanches, nos genoux!). On doit au grand penseur du Siècle des Lumières, Montesquieu, une claire distinction entre le régime despotique (il aurait pu dire la « crase » despotique) et les régimes constitutionnels. Il pose dans *L'Esprit des Lois*, l'existence de trois pouvoirs : celui de faire les lois, celui de gouverner selon les lois, celui de juger ceux qui ne les respectent pas. Législatif, exécutif et judiciaire peuvent relever d'acteurs différents ou bien être tous réunis dans la main d'un seul homme : crase despotique ! Les constitutions sont nécessaires pour l'éviter. On parle souvent de « loi de séparation des pouvoirs ». Il faut dire : de « séparation, régulation, articulation ». Toute constitution est une savante construction, statique et dynamique, qui doit conduire à cette « cohérence des antagonismes » permettant d'éviter de tomber dans le chaos ou le despotisme.

On a aussi usé de la notion de séparation dans une autre articulation célèbre, celle effectuée en France, en 1905, posant la séparation des Églises et de l'État. En France, les Églises et l'État ne sont pas à égalité; l'État a pris le pas car les Églises ont jadis fait la preuve d'une incapacité à éviter les affrontements meurtriers destructeurs de la Paix civile. En fait, il faut, là aussi, généraliser et dire loi de « séparation-articulation » entre l'État et les Églises ; et il en existe plusieurs sortes selon les pays.

Les sociétés amélioreraient leurs évolutions internes et externes en développant l'art des régulations et articulations. Aujourd'hui, les malheurs causés par l'économie ne sont peut-être pas encore assez patents pour que la subordination du politique à l'économie (comme autrefois celle du politique au religieux) puisse être l'occasion d'inventer une régulation laïque. Mieux vaut y parvenir et « se prendre la tête » que se prendre à la gorge quand il sera trop tard ! Ce serait suivre la voie des régulations et articulations techniques. Le moteur à l'explosion ne détruit pas le véhicule, il le fait avancer. Quant aux extraordinaires cœurs artificiels réalisés en ce moment on imagine la somme de régulations et articulations qualifiées qui s'y trouvent à l'œuvre.

Jacques DEMORGON

Bibliographie

Bouthillon F., 2007, *Et le bunker était vide*, Paris : Hermann.

Chiflet J.-L., 2011, *Oxymore, mon amour !* Chiflet & Cie

Demorgon J., 2010, *Déjouer l'inhumain. Avec E. Morin*, préf. : J. Cortès, Paris : Economica

Demorgon J., 2011, « Merkozy ». *La Révolution prolétarienne* 775, décembre, pp.2-5.

Jullien Fr., Kong J., 1993, « Zhong Yong ». La régulation à usage ordinaire, La Document. fr.

Méheust Ch., (2009) *La politique de l'oxymore,* Paris : La Découverte

Onfray M., (2004), *La philosophie féroce. Exercices anarchistes*, Paris : Galilée

Onfray M., (2006), *Traces de feux furieux. La philosophie féroce 2*, Paris : Galilée

Yalom, Irvin (2012 : 290), *Le Problème Spinoza* (roman), Paris : Galaade Editions

LIVRE

Un Guadeloupéen à Alger

Me Maurice L'Admiral (1864-1955)

Christian Phéline

Editions Riveneuve (202 pp.)

Maurice L'Admiral naît en Guadeloupe, à Basse-Terre. Son statut est inouï : enfant non reconnu, il est juridiquement esclave malgré la Loi de 1848. En même temps, il bénéficie de l'aisance de son père créole, un riche marchand de la ville, et de sa mère, une Noire qui posséda naguère des esclaves.

Ce sont les contradictions que connaissent « les vieilles colonies » et qui hantent encore le cœur et l'esprit de leurs habitants aujourd'hui.

En 1864, l'abolition est récente, après les maints combats méconnus qu'ont menés les Marrons, ces esclaves qui se révoltaient contre l'ordre établi et que reprendra, sur le plan législatif, l'œuvre positive et emblématique du Maçon Victor Schoelcher.

Maurice L'Admiral connaît un destin républicain, fabuleux, car ils ne sont pas nombreux les enfants de Karukéra[1] qui deviennent avocat. Il exercera… en Algérie où il vivra 70 ans. Membre du Conseil de l'Ordre, décoré de la Légion d'Honneur, tout de suite, il montre qu'il s'intègre à la fois à la société de son temps, mais qu'il sait aussi combattre ses injustices puisqu'il sera, en 1908, élu Européen, sur une liste musulmane. Il demeurera toujours, selon le terme de l'époque, indigénophile.

Ses choix évoquent un peu ceux d'Ismaïl Urbain, ce Guyanais, Saint-Simonien, partisan du royaume arabe et qui se convertit même à un islam qui prêche la Mahiba et la Maharifa (la connaissance et l'amour).

Me Maurice L'Admiral est un brillant avocat dont l'impressionnante voix se fait entendre, en 1901 pour défendre les Béni Dergoun dont un projet colonial veut leur prendre 200 hectares de terres cultivables. En 1902, lors de l'insurrection de Marguerite, il plaide pour 106 inculpés…

L'étude humaniste de l'Histoire fera découvrir au lecteur Lalla Zineb, guide spirituel incomparable d'une confrérie initiatique.

Notre avocat a probablement rencontré Clemenceau en 1908. En 1936, il est partisan du Front Populaire et du projet Blum-Viollette qui accorde les droits civils aux Algériens et qui ne sera jamais appliqué. Cette admirable biographie due à Christian Phéline relie le passé au présent et suggère combien l'interculturel – quand il ne se transforme pas en idéologie – est parti pris d'objectivité et d'empathie pour reconnaître l'autre.

Jean MOREAU

1 Ancien nom de l'Ile.

Cessation anticipée d'activité, préretraite…

Le vocabulaire change au gré de l'évolution de la Société. Cependant, les politiques menées par les gouvernements successifs jouent un rôle déterminant dans la sémantique juridique. Depuis longtemps le « chômeur » a cédé la place au « demandeur d'emploi ». La formulation politique devient pudique voire même elliptique au point que le citoyen est perdu. Que sont les cessations anticipées d'activité ? Les préretraites ?

Dans les années soixante, avec la création du Fonds national de l'emploi (1963), ont commencé les grandes restructurations industrielles ayant pour objectif de réduire la masse salariale en permettant aux entreprises de se séparer des travailleurs les plus âgés. Le premier système de « préretraite » financé par l'État est né en 1972 pour les plus de 60 ans. En 1982, l'âge légal de la retraite est porté à 60 ans. Automatiquement, la préretraite glisse vers les plus de 55 ans.

A la fin 1994, il y a plus de 350 000 préretraités. Aux côtés des 222 000 préretraités relevant du régime général, il faut ajouter ceux spécifiques à la Sidérurgie (35 000), aux Charbonnages (20 000), à l'Agriculture (38 000 : il s'agit de libérer des ha, 300 000 ha en 1993) et … à la Fonction publique de l'État et territoriale (36 000 notamment préretraite à mi-temps).

La « préretraite » permet de bannir les mots « chômage » et « licenciement », de limiter les conflits sociaux mais le coût est élevé pour les finances de l'État. Sur un fond de partage du travail, la préretraite fait l'objet d'un consensus général : procédure « initiée » par les employeurs (qui y trouvent un moyen de rajeunir les effectifs), « acceptée » par les syndicats (qui y voient une modalité de départ en « douceur », financièrement supportable notamment pour les emplois les plus pénibles), voire même « réclamée » par les intéressés (qui ne veulent pas être au chômage et adhérent à l'idée de favoriser l'embauche des jeunes). Les effets de ce consensus seront terriblement destructeurs dans la mesure où les plus de 55 ans seront désormais stigmatisés comme « les moins productifs » voire « les plus coûteux », que les embauches de jeunes n'atteindront jamais les niveaux prévus (désespoir des parents croyant laisser leur place à leurs enfants, colère de ces derniers lésés dans leur espoir de travailler…), que le coût en sera très élevé pour l'État, que les dividendes seront, en grande partie, préservés. L'aveuglement est tel que, sous la pression des organisations patronales et syndicales, le rapport du Conseil Économique et Social sur le sujet ne viendra jamais en débat[1] ! Le titre de ce qui ne sera qu'une « étude », reste discret : « Les interventions de l'État en faveur des salariés licenciés âgés de plus de cinquante-cinq ans » et le texte est aujourd'hui difficile à trouver…

Il existera plusieurs systèmes différents successifs ou concomitants : l'allocation spéciale du Fonds national pour l'Emploi (AS-FNE), l'allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE), la préretraite progressive (PRP). Ces régimes sont désormais fermés : il n'est plus possible d'y entrer mais environ 4 000 personnes perçoivent encore une allocation AS-FNE dans l'attente de la liquidation de leur retraite. Avec 26 000 allocataires, seul perdure le dispositif de la cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante (CAATA). Pour l'ensemble des systèmes de préretraites publiques, le nombre des préretraités est, fin 2012, de l'ordre de 30 000.

La quasi-disparition des préretraites retraites publiques n'a pas mis un terme aux « cessations anticipées d'activité ». En effet, depuis 2003, il est possible pour ceux qui ont commencé à travailler jeunes (14 puis 16 ans) de partir (dès 56 ans) à la retraite à taux plein avant l'âge légal de 60 ans dès lors que le nombre de trimestres de cotisations est validé par le service de retraite. Ce dispositif dit « retraite anticipée pour carrière longue (RACL) » sera étendu à la Fonction publique et va subir diverses modifications restrictives avec l'allongement de la durée de cotisation. Il devient cependant le principal dispositif de sortie anticipée du travail. Fin 2012, un peu moins de 100 000 entrées sont enregistrées pour un nombre de bénéficiaires de 231 000 contre 700 000 en 2006.

Il reste cependant deux autres possibilités de sorties anticipées du travail.

- D'une part, il existe des préretraites d'entreprises ou « préretraites maison ». Ces dispositifs sont désormais à la charge totale de l'entreprise sans participation de l'État et taxés d'une façon particulière. En dépit du coût, le recours à cette modalité reste souple : à la discrétion de l'employeur et non soumis à une autorisation administrative. De ce fait, le ministère du Travail[2] ne dispose d'aucune statistique sur ce type de cessation d'activité complexe avec suspension ou rupture du contrat de travail et souvent avec l'intervention d'un organisme d'assurance extérieur à l'entreprise ce qui favorise l'occultation de l'opération. Sauf exception, les entreprises utilisent ce dispositif pour régler des situations individuelles et non plus, comme dans le passé avec les préretraites, des plans collectifs. Le mystère reste entier sur cette pratique.
- D'autre part, il existe les ruptures conventionnelles[3] dont le nombre reste soutenu : 260 000 en 2013 et + 8 % entre les premiers semestres 2013/2014 et concernent les travailleurs les plus âgés. Le MEDEF, toujours soucieux de simplifications administratives, trouve là un terrain propice pour mettre le coût du chômage, pardon, de « l'inactivité » à la charge des ASSEDIC.

Derrière une terminologie évolutive et mouvante (préretraite, cessation d'activité…), il reste une constante : faire sortir de l'entreprise, au moindre coût et sans bruit, les travailleurs les plus anciens mais sans pour autant embaucher les plus jeunes. A la lumière de ce qui a été réalisé depuis plus de cin-

quante ans, quelle crédibilité accorder à un « pacte de responsabilité et de solidarité » élaboré et décidé unilatéralement sans autre engagement que les 41 milliards offerts par le gouvernement ?

Gabriel FONTENOY

1. « *Les interventions de l'État en faveur des salariés licenciés âgés de plus de cinquante-cinq ans* ». Étude de la Section du Travail. Rapporteur : Olivera Djukic. 1997. La version numérique n'existe pas sur le site du CESE !
2. « *Les préretraites d'entreprise* », DARES Analyses, n°64, août 2014.
3. Sujet évoqué dans la *RP* n°782 de septembre 2013.

Site de
La Révolution prolétarienne

la Révolution prolétarienne
REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE
Dans ce numéro :
Un collectivisme esclavagiste
par Michel COLLINET
L'expérience malheureuse de la S.N.E.C.M.A.
par CHAMBRICE
Cent ans de Féminisme
par Marthe BIGOT

Vous trouverez des articles de *La R. P.*, des archives la concernant, des biographies de nombre de militants du mouvement ouvrier, des actualités syndicales… sur le site:

http://revolutionproletarienne.wordpress.com

La collection de la *R.P.*, de 1925 à 1939 est désormais en libre accès sur internet:

- incomplète, mais avec possibilité de recherche chronologique, sur *Gallica*, la bibliothèque numérique de la Bibliothèque Nationale de France:

http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/cb34387382s/date.

- complète mais sans présentation (simple liste de fichiers pdf) sur le site du Centre de recherche pour l'alternative sociale (CRAS) de Toulouse:

http://cras31.info/spip.php?article50.

Eloge d'Albert Camus

Il y a, en littérature, des ouvrages qui durent, en dépit des modes, qui se succèdent. Ainsi, le roman d'Albert Camus, *L'étranger*, est-il encore, bien que paru en 1942, une des meilleures ventes de Gallimard. A l'heure de la presse people et du livre people, c'est donc un succès persistant, qui semble aller à contrecourant de l'air du temps.

On peut trouver bien des signes de bonne santé à ce court roman (Camus le qualifie de « récit ») qui pèse lourd en dénonciation des vices de notre temps.

Albert Camus est bien notre contemporain capital.

Si l'on examine de près *L'Etranger* on constate qu'il a traversé les guerres coloniales, les crises bancaires, les transformations sociales, en conservant une éclatante jeunesse.

Et tout d'abord, la première page de ce livre qui ne doit rien à personne, et qui paraît jailli du néant. On se souvient des premières lignes du récit. On se souvient du télégramme. « Aujourd'hui, maman est morte. J'ai reçu un télégramme de l'asile… » Ce style télégraphique sera le même durant la première partie du livre. Il ne peut pas ne pas évoquer notre langage quotidien quand nous passons à la caisse de supermarché : « Présentez carte… retirez carte… » sans compter la formule rituelle de la caissière, camouflée pourtant en « Hôtesse de caisse » : « Merci Monsieur, bonne journée Monsieur »… Camus avait vu, avant tout le monde, cette déshumanisation des rapports humains.

Ainsi dans *L'Etranger*, c'est d'abord le langage qui nous avertit. Le télégramme du tout début est la métaphore de la nouvelle relation entre les hommes, après le triomphe de ce que Camus appelle « la civilisation mécanique ». On y ajoute l'emploi de ce fameux passé défini, qui présente les actes des personnages, et spécialement ceux de Meursault comme des instants de vie décousus, dépourvus de signification. Nous vivons, nous, des fragments de vie sans lien, ce qui avait été dénoncé en mai 68, par la formule « métro boulot dodo ». Roland Barthes s'en souviendra, lui qui prend *L'Etranger* comme exemple du « degré zéro de l'écriture » et qui écrira les *Fragments d'un discours amoureux*.

La richesse du livre de Camus est prodigieuse. Je veux dire qu'elle relève du prodige et on a envie de dire que son style est comme miraculeux. On entre dans un univers semblable à celui de la *Genèse*.

Evidemment on trouve une thématique qui dépeint les tares de notre société, car ce nouveau monde est voué à l'échec puisqu'il ne tient pas compte de l'humanité qui devrait présider à tous nos actes de la vie quotidienne.

Mais en premier lieu il faut d'abord évoquer un thème lancinant, cher à Camus : la civilisation de la mer et du soleil, qu'il désigne sous le nom de « Pensée de midi ». Ainsi le personnage de la mère n'est jamais oublié. La « maman » n'est jamais morte. C'est Marie Cardona qui la remplace et c'est la poésie de la mer confondue avec la mère, comme on le voit dans la pensée de Freud. Camus a fait là une étonnante révélation auprès du grand public.

On observe dans *L'Etranger* une critique précise de notre société, qui est montrée comme aliénante, une société qui se coupe de la nature et qui s'avère monstrueuse par l'emploi abusif d'une mécanique qui dirige tout et qui fait de nous des individus formatés, programmés pour une vie sans aventure.

Société de l'injustice d'abord, qui est symbolisée par cette pension de famille, qui ne remplace pas la vraie famille, qui en est la caricature, et qui rassemble des individus solitaires, comme Emmanuel et le vieux Salamano. Ces hommes sont rejetés aux banlieues de la vie, comme aujourd'hui sont rejetés tous ceux qui peuvent être classés hors normes : les vieillards, les handicapés, les solitaires, les vieux garçons, les employés les plus modestes, les S.D.F.… tous les marginaux y compris les délinquants comme Raymond Sintès, bref, ceux de la France d'en bas, qui ne participent pas aux escroqueries honnêtes.

On peut dire que Camus frappe ici la société capitaliste libérale mais sans faire de démonstrations qui alourdiraient le propos… Autre exemple, la satire de la justice. Le héros est condamné, non pour son crime, mais pour sa mentalité d'opposant tranquille. Il ne se conforme pas au modèle proposé par cette société à laquelle il n'obéit pas. On se croirait dans un procès de 2014. Le procès de Meursault est médiatisé et les journalistes de 2014 sont déjà en place pour la représentation théâtrale. Effets de manches et langage convenu se mêlent pour un discours où le faible est condamné d'avance…

Mais je vous laisse relire *L'Etranger*…Vous n'avez pas besoin de moi pour comprendre que la seconde partie du livre, celle où le héros est en prison, lui permet d'accéder à la liberté suprême… Ainsi, Meursault, devient un martyr de la vérité.

Il me reste à rappeler plus précisément que le succès du premier grand livre d'Albert Camus ne se dément pas depuis sa date de parution, 1942. *L'Etranger* occupe la 1ère place du classement des 100 meilleurs livres de XXe siècle (1999) classement établi par la FNAC et le journal *Le Monde*. Mais si l'on souhaite des références internationales, il est aussi dans la liste des « 100 meilleurs livres de tous les temps, liste établie par le Cercle Norvégien du Livre en 2002 et dont le jury comporte 100 écrivains issus de 54 pays différents.

En conclusion, il faut rappeler que Camus a définitivement condamné l'armement nucléaire en ces termes : « la civilisation mécanique vient de parvenir à son dernier degré de sauvagerie » (Journal *Combat* daté du 8 août 1945, juste après l'explosion de Hiroshima). Et le futur Prix Nobel ajoutait : « La paix est le seul combat qui vaille d'être mené ».

Or, cette phrase également mérite d'être replacée dans son contexte, à une époque où l'on a fusillé assez allègrement les « responsables » de la défaite de 1940. Camus avait signé, avec François Mauriac, une pétition qui demandait la grâce de Robert Brasillach. Plus tard il refusera la ligne politique la plus facile pendant la guerre d'Algérie. On ne peut nier qu'il ait été favorable à l'Algérie française, mais il avait dénoncé dans ses « Chroniques algériennes » l'injustice faite aux Algériens d'origine arabe.

C'est pourquoi on peut estimer qu'il manque en 2014 un Camus à la France et au monde entier. Dans cet univers d'injustice sociale et de violences quotidiennes largement rediffusées par les médias, l'atmosphère devient irrespirable. Et ce n'est pas seulement dans les guerres qui se multiplient un peu partout sur la planète, mais dans cette violence qui est le nouveau type de relations entre les hommes, comme on peut le constater en lisant les faits divers.

Toutefois on peut conclure sur un mode plus fort, en rappelant qu'Albert Camus participa à la rédaction du statut des objecteurs de conscience, dont on sait qu'il fut adopté suite à une grève de la faim mémorable de l'anarchiste Louis Lecoin.

Car Albert Camus est peut-être l'expression la plus pure, la plus noble, et la moins discutable, du mouvement libertaire.

Rolland HENAULT

Le samedi 18 octobre 2014, à 16h,

débat sur Rosa Luxemburg

au CICP, 21ter rue Voltaire, Paris 11e, métro ligne 9, station Rue des Boulets.

Présentation par Eric Sevault (du collectif Smolny) du tome 4 des Œuvres complètes de Rosa Luxemburg ("La Brochure de Junius, la Guerre et l'Internationale"), qui sortira à ce moment, puis débat sur le thème : "Rosa Luxemburg et l'opposition internationaliste contre la Première Guerre mondiale".

En ce centenaire de la barbarie que fut la Première Guerre mondiale, c'est l'occasion de revenir sur l'épreuve de vérité que constitua cet événement pour le mouvement ouvrier. Si beaucoup se rallièrent à l'Union sacrée, l'indépendance de classe et l'internationalisme furent réaffirmés par des militants de tous pays. L'expression théorique de ce courant fut le mieux incarnée par un texte écrit en prison par Rosa Luxemburg : "La Crise de la social-démocratie", aussi connu comme "brochure de Junius" du fait qu'elle dut signer de ce pseudonyme. Elle y décrivait l'objectif socialiste face au conflit : "l'éradication de la guerre et l'obtention aussi rapide que possible d'une paix imposée par la lutte internationale du prolétariat". Aujourd'hui, en pleine crise mondiale du capitalisme, cette lutte reste plus que jamais d'actualité.

Débat organisé et animé par *Critique Sociale*.

André Gorz

André Gorz s'est donné la mort le 22 septembre 2007 avec sa compagne, gravement malade. Son œuvre compte une quinzaine de livres importants et des milliers d'articles – il fut aussi journaliste au *Nouvel Observateur* jusqu'en 1983 sous le pseudonyme de Michel Bosquet–, mais, de son vivant, elle ne semble pas avoir atteint le grand public, à l'exception de *Lettre à D. Histoire d'un amour* (2006 ; 2009) – une ode tardive et bouleversante à la compagne de sa vie.

Depuis sa disparition, travaux, commentaires et (rares) rééditions témoignent de l'importance de sa pensée et divers héritiers se réclament de son œuvre. Ainsi, en 2008, paraissait un petit livre d'Arno Münster, *André Gorz ou le socialisme difficile* (Lignes), hommage au philosophe disparu et présentation générale de sa pensée depuis ses années de formation. L'année suivante, un livre-audio, André Gorz. *Vers la société libérée* (Editions Textuel/INA) donna à entendre un montage d'une série d'entretiens donnée à l'émission « À voix nue » sur France Culture en 1991. D'une durée d'une heure trente, il était divisé en huit séquences ponctuées par des questions sur quelques-uns de ses principaux thèmes de réflexion : le pouvoir de la contestation, l'écologie politique, le monde des experts, la question de la culture confrontée à l'impératif de la rentabilité, la crise du syndicalisme, la fin du travail, la pensée d'Ivan Illich, et enfin la question de l'emploi et du travail. La même année paraissait l'ouvrage collectif *André Gorz : un penseur pour le XXIe siècle* (La Découverte, rééd. 2012) sous la direction de Christophe Fourel. Réunissant des auteurs qui l'avaient connu, leurs contributions abordaient les thèmes de l'écologie politique, du travail, de la critique du capitalisme et du revenu d'existence.

C'est le même Christophe Fourel qui, avec le sociologue Alain Caillé, s'est occupé d'un colloque tenu à Montreuil en 2012. Deux volumes en reprennent les communications. Le premier s'attache aux dimensions philosophiques de l'œuvre d'André Gorz dans le sillage de Jean-Paul Sartre et d'un marxisme hétérodoxe. Il s'arrête également à son existence de penseur et à son métier de journaliste au *Nouvel Observateur* qui avait fait de la quête de l'autonomie sa boussole et sa valeur suprême. Le second est consacré au thème de la sortie du capitalisme et réunit des penseurs qui ont étudié différentes alternatives possibles, de la question du travail à celle de l'écologie, en passant par celle du revenu minimum inconditionnel ou de la critique de la valeur.

Si les contributions à ces deux volumes, malgré l'intérêt de nombre d'entre elles, sont aussi disparates que leurs auteurs, le petit livre de Françoise Gollain démontre bien que la pensée d'André Gorz fournit une contribution majeure à la théorie de la décroissance, tout en présentant un choix court et pertinent de textes pour l'illustrer. En effet, il y a un quart de siècle, Gorz déclarait déjà qu'il fallait « consommer moins en vivant mieux ». Mais sa conception de l'écologie ne s'arrête pas à ce constat : elle est avant tout anticapitaliste car, écrit Françoise Gollain, « la préoccupation environnementale *stricto sensu*, fondée sur une conscience et une connaissance des dommages planétaires, n'a en revanche pas cette capacité et porte le risque de conduire à une "dictature scientifique" se justifiant des lois de l'écosystème ». La critique du capitalisme de Gorz est avant tout celle des rapports marchands car « le fait de tout ramener à des catégories économiques [est] un antihumanisme ». Et Gorz pose alors un principe mis en avant par le mouvement ouvrier naissant dont le syndicalisme contemporain ferait bien de s'inspirer : « les revendications ouvrières les plus fondamentales et les plus radicales ont été des combats contre la logique économique, contre la conception utilitaire, échangiste, quantitativiste du travail et de la richesse[1]. »

Enfin, *Bâtir la civilisation du temps libéré* reproduit trois articles d'André Gorz publiés dans *Le Monde diplomatique* à destination d'un large public, en particulier le célèbre « Leur écologie et la nôtre ». Il y posait une question essentielle à propos de la lutte écologique : « que voulons-nous ? Un capitalisme qui s'accommode des contraintes écologiques ou une révolution économique, sociale et culturelle qui abolit les contraintes du capitalisme et, par là même, instaure un nouveau rapport des hommes à la collectivité, à leur environnement et à la nature ? Réforme ou révolution ? »

Nul ne doute de la réponse de Gorz. Pourtant, paradoxalement, comme l'a souligné Aurélien Bernier, parmi ceux qui s'intéressent à sa pensée, on trouve aussi bien des réformistes avérés que des personnalités de la gauche radicale[2]. Quoi qu'il en soit, sa lecture critique reste indispensable pour penser une société émancipée du capitalisme et les nécessaires remaniements de nos modes de production et de consommation. Il reste à souhaiter que son œuvre soit à l'avenir plus accessible et qu'elle figure bientôt dans des collections de poche mieux à même de toucher le plus grand nombre[3].

Simon CHARLIER

Christophe Fourel (dir.), *André Gorz en personne* ; Alain Caillé, Christophe Fourel (dir.), *Sortir du capitalisme. Le scénario Gorz*, Le bord de l'eau, coll. « la bibliothèque du Mauss », 2013, 132 p. & 214 p.
Françoise Gollain présente *André Gorz, pour une pensée de l'écosocialisme*, le passager clandestin, coll. « les précurseurs de la décroissance », 2014, 96 p.
André Gorz, *Bâtir la civilisation du temps libéré, Le Monde diplomatique*/Les liens qui libèrent, 2013, 60 p.

1. André Gorz, *Les Chemins du paradis (L'agonie du capital)*, Galilée, 1983 ; cité in Françoise Gollain, p. 71.
2. http://www.monde-diplomatique.fr/2014/02/BERNIER/50100
3. Outre la *Lettre à D. (Histoire d'un amour)* déjà cité, seuls les titres suivants sont publiés dans la collection de poche Folio/Gallimard : *Le traître* suivi de *Le vieillissement* (2005) ; *Métamorphoses du travail (Critique de la raison économique)* (2004), tandis que de nombreux autres sont épuisés et indisponibles.

Un médecin révolutionnaire disparaît : Paul Denais

***Notre ami Daniel Guerrier nous a fait parvenir courant juillet l'annonce de la disparition de Paul Denais, grand médecin militant, membre du CIRA de Marseille. Nous reproduisons ci-dessous l'hommage que lui a rendu* Alternative Libertaire.**

Il avait participé à la Résistance sous l'Occupation, lutté pour l'Algérie libre, mené quelques actions clandestines dans l'Espagne franquiste. Il était médecin, communiste libertaire, avait été un pilier de *Tribune anarchiste communiste* dans les années 1970-1980 et un ami d'*Alternative libertaire*. Paul Denais s'est éteint à 92 ans.

Réfractaire au service du travail obligatoire (STO) sous l'Occupation nazie, Paul avait rejoint le mouvement de Résistance *Défense de la France*. Devenu médecin en 1952, il avait choisi, en 1960, d'exercer dans des centres de santé communaux ou de Sécurité sociale.

Entré en 1958 à la Fédération anarchiste, il y fut déçu par un fonctionnement qui lui semblait cadenassé par le groupe propriétaire des « œuvres » de l'organisation, mais aussi par la neutralité de la FA vis-à-vis de la guerre d'Algérie.

Engagé, pour sa part, en faveur de l'indépendance, il cosigna le *Manifeste des 121* en septembre 1960. Il rejoignit ensuite l'Union des groupes anarchistes communistes (Ugac) une tendance communiste libertaire et anticolonialiste au sein de la FA. À l'Ugac, il rencontra, entre autres, Micheline Stern, dont il devint l'inséparable compagnon. Jusque dans les années 2000, on devait régulièrement croiser le couple dans tous les combats du mouvement libertaire.

A cette époque, il participa à la lutte antifranquiste. Avec des militants de la Fédération ibérique des jeunesses libertaires (FIJL) en exil, il mena ainsi des actions sur le territoire espagnol, comme l'attentat contre le monument d'El Valle de los Caídos, en août 1962, auquel participa également Antonio Martin.

En 1964, l'Ugac scissionna de la FA et, pendant les trente années suivantes, Paul Denais fut actif au sein cette petite organisation et de ses avatars. En 1970, l'Ugac se transforma en groupe-revue sous le nom de Tribune anarchiste communiste (communément appelé « la Tac »). Paul, Micheline et leurs camarades – dont Guy Bourgeois – éditèrent la revue jusqu'en 1993.

L'Ugac, puis la Tac, eurent une trajectoire assez hétérodoxe au sein du mouvement libertaire, marquée par la recherche théorique, par la volonté de constituer un front anticapitaliste après Mai 68, et par le tiers-mondisme.

Paul Denais et ses camarades effectuèrent ainsi plusieurs voyages pour étudier l'« autogestion » yougoslave, et participèrent en 1968-1972 à diverses tentatives de regroupements anticapitalistes (le CIMR, les CIC…) qui firent long feu.

En septembre 1970, il prit part à l'expédition sanitaire organisée par le Secours rouge après le massacre de Septembre noir, en Jordanie. À la même époque, il militait dans le Comité français de secours au peuple vietnamien et au Comité d'aide médicale et sanitaire au Vietnam.

Il mettait ainsi ses compétences de médecin au service des luttes, et cela aussi bien pour de grandes causes (Palestine, Vietnam) que pour le militantisme quotidien. Dans les années 1980, il prescrivit ainsi souvent des arrêts-maladie de complaisance à certains postiers de l'UTCL, leur permettant de s'extirper quelque temps du centre de tri pour se consacrer à du travail militant…

En mai 1989, Paul Denais fit partie des 100 premiers signataires de l'A*ppel pour une alternative libertaire*, dont est issue l'actuelle AL. Il n'adhéra cependant pas à la nouvelle organisation, mais fréquenta ses meetings et ses militants dans les mouvements sociaux, notamment au sein d'Agir contre le chômage ! (AC !) dans les années 1990.

Nous adressons toute notre amitié et notre solidarité à sa compagne, Micheline.

Guillaume Davranche

10 juillet 2014

Au fil des lectures

Trois jeunes appelés dans les Aurès (Algérie 1956-1957)

Par Sophie Alfieri, préface de Benjamin Stora

Éditions Parole, coll. « Main de femme », 2014, 112 pp.

Née en 1962, Sophie Alfieri n'a pas connu la guerre d'Algérie, mais son père, Raymond, y a participé comme appelé en 1956-1957. Après son suicide en 1966, à la date anniversaire du jour même où il était parti à l'armée dix ans plus tôt, il laissa à ses proches un carnet plein de notes et de photos prises durant ces deux années.

Dans le livre de l'historien Benjamin Stora, spécialiste de l'histoire du Maghreb et des guerres coloniales, Appelés en guerre d'Algérie (1997), elle trouve une photo où figure son père et lui écrit, comme une bouteille à la mer. Après une réponse de l'historien, un échange de courriers et une rencontre à Aix-en-Provence, encouragée à écrire par celui-ci, elle laissera mûrir les choses avant de rédiger ces trois histoires d'appelés.

C'est la première – la plus longue – d'entre elles qui retient le plus l'attention. En six parties, on suit le parcours d'un appelé à la veille de son départ sous les drapeaux, puis dans le bateau qui l'emmène en Algérie. Après des combats dans la montagne, c'est la capture de prisonniers et la découverte de la torture qui le bouleverse et donne son vrai visage à cette guerre. La seconde est une lettre émouvante du front écrite par un appelé à sa mère. Enfin, la troisième narre la rencontre entre un groupe de soldats et une jeune algérienne menacée de viol et sauvée par l'un d'entre eux…

D'une écriture simple, parfois maladroite mais toujours touchante, ce petit livre en forme de catharsis familiale rappelle le drame que fut cette guerre sans nom pour tous les appelés qui y participèrent et voudrait être un message d'espoir et de réconciliation entre deux peuples proches.

Louis SARLIN

LETTRE D'AMERIQUE

Les États-Unis en noir et blanc

Aux États-Unis, la première chose qui frappe chez moi quand on me rencontre, c'est que je suis Noire. En France, ce qu'on remarque avant tout c'est que je suis Américaine.

Je me sens plus à l'aise en France.

Janet Macdonald (1953-2007) avocate internationale à Paris, auteur de romans et d'un récit autobiographique, *Project Girl* (« Fille des HLM ».)

Cette Lettre va être un peu différente des autres. Elle pourrait avoir pour titre « Quelques réflexions d'un Américain en France sur le problème des "races" aux États-Unis. » « Race » entre guillemets, car si cette idée a une base matérielle, la notion de « race » et ses connotations relèvent de la construction sociale.

Dans les années cinquante et même après, j'aurais pu écrire : « Le problème noir aux États-Unis. » Mais cela fait un moment qu'on se rend compte qu'il n'y a pas de « problème noir aux États Unis », il y a plutôt un « problème blanc. » (Tout comme la France n'a jamais eu de « problème juif » malgré ce qu'on a dit entre les deux guerres : elle avait un « problème antisémite ».)

Je suis actuellement à Paris, où je viens de voir l'exposition sur la Libération de Paris au Musée Carnavalet. Dans la salle consacrée à « La Présence Américaine », deux choses m'ont particulièrement frappé. L'une était un fait historique qui m'était inconnu : l'armée américaine, dont le rôle essentiel dans la libération de Paris n'est pas escamoté dans cette expo[1], avait demandé que les tirailleurs sénégalais qui faisaient partie des Forces Françaises Libres soient écartés de leur entrée triomphale dans Paris. Il fallait, dit l'explicatif, « blanchir » la Libération. Entièrement armées et équipées par l'armée américaine, comme on peut le lire au musée, les FFL ont obtempéré. Je savais bien que l'armée américaine était une armée « ségréguée » lors de la Deuxième Guerre Mondiale : Blancs dans un régiment, Noirs dans un autre – mais de là à intervenir dans le choix des troupes de la France Libre… ! La deuxième chose soulignait un paradoxe dont j'étais déjà conscient : les États-Unis, lit-on sur un grand panneau explicatif, avaient décrété la conscription pour combattre un pays qui avait instauré des lois raciales, alors qu'eux-mêmes avaient des lois racistes. Et j'ai pensé au grand boxeur noir Joe Louis, soldat dans cette guerre, à qui on avait demandé pourquoi il voulait combattre dans une armée ségréguée pour défendre un pays où la discrimination contre les Noirs était la norme. Sa réponse, dans son anglais populaire et savoureux : *Ain't nothin' wrong with this country that Hitler can fix*, c'est-à-dire « C'est pas Hitler qui peut arranger tout ce qui va mal chez nous. »

Admirable lucidité. Mais tout cela rappelle qu'il n'y a pas si longtemps, dans le Sud des États-Unis, les espaces publics, les transports en commun, les restaurants, les écoles, etc. étaient ségrégués : *Colored* sur ces toilettes-ci, *White* sur ces toilettes-là, et ceci dans la loi comme dans la coutume. Jusqu'en 1954 dans les écoles et jusqu'en 1960 dans les transports en commun, lorsque la Cour Suprême décide enfin que la ségrégation était inconstitutionnelle. C'est pour obtenir ces droits élémentaires dans la pratique et pas seulement dans la loi – manger au même comptoir que les Blancs dans les « *diners*[2] » par exemple – que les fameux *Freedom Riders* ont sillonné le Sud en car au début des années soixante et que certains, Noirs et Blancs, ont payé leur action de leur vie.

Le monde dans lequel j'ai grandi juste après la guerre n'était pas tellement différent de celui qu'on découvre dans le célèbre roman de Richard Wright, *Native Son*, 1940 (« Un enfant du pays »), c'est-à-dire un pays où les Noirs étaient publiquement invisibles. Tel film sur une révolte dans une prison ne montrait que des détenus blancs, les publicités ne montraient que des Blancs, les hommes politiques (des hommes toujours) semblaient n'être que blancs, etc. Enfant blanc dans un quartier blanc à 100%, je ne le remarquais même pas.

Pourtant, il y a eu dans mon enfance un événement retentissant dans le monde du sport professionnel. J'étais un fana de baseball, un supporter passionné des Brooklyn Dodgers. Or, de mémoire d'homme, on n'avait jamais vu que des Blancs dans notre sport national, aucun Noir, jusqu'à ce que l'équipe de Brooklyn (New York) mette Jackie Robinson sur le terrain au printemps 1947. Cet événement allait avoir un impact culturel considérable. Jackie, qui excellait dans tous les aspects du sport, avait un courage incroyable, puisque le Président de l'équipe l'a obligé à supporter sans réagir les innombrables insultes racistes dont il était l'objet partout dans le pays. Et il réussissait néanmoins les coups les plus osés sur le terrain ! Cela, du moins, je le savais, et, comme des millions de Blancs américains, je lui vouais une admiration sans bornes.

Mais les choses ont changé du tout au tout, n'est-ce pas ? Tenez, la *Major League Baseball* – l'organisation qui regroupe les grandes équipes nationales – a instauré depuis 2004 la *Jackie Robinson Day*, journée où chaque joueur de chacune des trente équipes porte le numéro 42, celui de Jackie Robinson[3]. Et aujourd'hui, non seulement la ségrégation nous semble, au Sud comme au Nord, impensable mais, surtout, surtout, deux fois de suite nous avons élu un Noir à la présidence des États-Unis !

Donc, me direz-vous, tout a changé ? Eh bien, non. Loin de là.

Ségrégation légale et ségrégation de fait

Si la séparation « légale » des races a été jetée, avec l'esclavage, dans les odieuses poubelles de l'histoire, elle est toujours une réalité sociale dans bien des domaines. Il suffit de vous promener un peu partout à New York, Boston ou Chicago – villes du Nord, donc – pour vous apercevoir très vite qu'il y a des quartiers noirs et des quartiers blancs[4], et que les quartiers « mixtes » sont rarissimes. (Je crois avoir vu bien plus de groupes de copains ou de couples « mixtes » dans les rues de Paris qu'à New York, ville où plus d'un quart de la population est *African American*, comme on dit chez nous.) Donc il y a en fait sinon en droit des écoles publiques réservées aux Noirs et d'autres réservées aux Blancs, puisque, malgré divers efforts officiels pour « intégrer » les écoles – exigés notamment par les tribunaux dans les années soixante-dix et quatre-vingt – celles-ci restent généralement une affaire locale. Les Blancs des grandes villes ont d'ailleurs tendance à envoyer leurs enfants dans des écoles privées ou confessionnelles, non seulement parce qu'elles sont réputées « meilleures », mais parce qu'elles sont blanches. Je doute que beaucoup l'avouent tout haut aujourd'hui, mais cela se sait.

Cette ségrégation s'explique par des raisons économiques plutôt que racistes, sans doute, même si les deux tendent à se confondre. On me dit, par exemple, qu'à Atlanta, dans la Géorgie, certains quartiers bourgeois de la ville sont parfaitement « intégrés » – et ceci dans une ville du Sud (celle de Martin Luther King, en fait.) Et la bourgeoisie noire est bien plus nombreuse qu'elle ne l'était à l'époque de la ségrégation légale. Par contre, Janet Macdonald (citée en épigraphe) a grandi dans un grand HLM de Brooklyn et elle décrit tout le quartier de son enfance comme composé uniquement de Noirs ; elle témoigne aussi du désastre économique des Noirs au cours des années soixante, quand son HLM est passé de *low-income housing* (« logements pour résidents à faibles revenus ») à *no-income housing* (« logements pour résidents à zéro revenus ») car il existait de moins en moins d'emplois ne nécessitant pas de qualification professionnelle. Désastre social aussi : la drogue, le crime, la mort ou la prison pour les hommes ; la drogue, les filles enceintes, des mères célibataires dès l'adolescence sans autre ressource que la maigre pitance que la Ville veut bien accorder. Donc encore moins de chances de faire des études, d'échapper aux *projects* (ces immenses cités HLM)… et le cycle semble se répéter à l'infini. Sauf pour des êtres doués et exceptionnels, comme Janet Macdonald, qui a eu la chance d'avoir été encouragée par ses parents.

« Sur l'inégalité (économique) des races »

Quelques chiffres de l'U.S. Census Bureau. En 2012, le revenu médian[5] annuel d'un couple avec deux enfants était de $55 000 – pour un foyer blanc et *non-Hispanic* (voir note 4), alors que pour un ménage noir, le revenu médian était de $32 000 (chiffres arrondis). En 2012, 27% des Noirs vivaient au-dessous du seuil de pauvreté officiellement défini, contre 10% pour les Blancs « non-Hispaniques. » (Rappelons que le pourcentage de la population vivant dans la pauvreté aux États-Unis, toutes races confondues, est l'un des plus élevés du monde développé.) Parmi les foyers monoparentaux, 44% des foyers noirs vivaient dans la pauvreté, comparé à 22% des foyers monoparentaux blancs.

Étant donné ces chiffres, il n'est pas surprenant de voir que dans un pays où l'assurance maladie est fournie essentiellement par des compagnies d'assurance privées, de toutes les races ou ethnies du pays, les Noirs avaient en 2009 le plus haut taux de mortalité dû aux maladies cardiaques, ainsi que le pourcentage le plus élevé d'hypertension, d'obésité, de diabète et de cancer colorectal – causés, sans doute, par un régime alimentaire peu cher et malsain, genre MacDo, auquel viennent s'ajouter des plats traditionnels riches en cholestérol ; mais dus aussi, sans aucun doute, à une insuffisance de soins et de conseils médicaux. L'hypertension, par exemple, peut être assez bien contrôlée par les médicaments – à condition de savoir qu'on en souffre. (On l'appelle *the silent killer*, le tueur silencieux.) Or, de tous les groupes ethniques ou raciaux du pays, ce sont les Africains-Américains qui ont le pourcentage le plus élevé de personnes ne bénéficiant d'aucune assurance maladie.

Ajoutez à cela que les Noirs ont le taux de mortalité par homicide le plus élevé de tous les groupes ethniques, et, comme on peut voir plus haut, le taux le plus élevé d'incarcération.

L'incarcération de masse : le nouveau « Jim Crow[6] » ?

Les African Americans, qui composaient en 2013 un peu plus de 13% de la population du pays (soit 41 million personnes), représentaient 38% de la population carcérale. Selon des chiffres fournis par le Bureau of Justice Statistics, un Noir sur trois peut s'attendre à faire un passage en prison au cours de sa vie. Ces chiffres ne sont pas seulement le résultat de la condition économique des Noirs. Contrôlés par la police pour une possible infraction de la circulation ou de la route, les Noirs sont fouillés trois fois plus fréquemment que les Blancs, arrêtés deux fois plus souvent et subissent l'usage de la force quatre fois plus fréquemment que leurs concitoyens blancs. Il s'agit bien de racisme. Tout le monde chez nous connaît l'infraction *Driving While Intoxicated* ou *DWI* (« conduite en état d'ivresse ») ; les Noirs prétendent, en plaisantant à moitié, qu'il en existe une autre : *DWB, Driving While Black* (« conduite en état de race noire »).

Dans son très-sérieux bestseller *The New Jim Crow: Mass Incarceration in the Age of Colorblindness*, 2010 (« Le nouveau "Jim Crow" : L'Incarcération de masse à l'époque du daltonisme »), Michelle

Alexander[7] soutient qu'on assiste à la renaissance d'un véritable système de caste en Amérique, où des millions de Noirs sont enfermés derrière les barreaux, puis relégués au statut de citoyens de deuxième classe à cause de leur passé criminel. Ils ne peuvent ni voter, ni bénéficier de fonds publics pour faire des études. Une fois que vous êtes marqué par l'étiquette *felon* (criminel) – même pour une infraction mineure (possession de marijuana par exemple) – toutes les vieilles formes de discrimination raciale aujourd'hui illégales deviennent soudain légales et permises, dans le marché du travail, dans le logement… « En tant que criminel, écrit Michelle Alexander, vous avez à peine plus de droits, et vous recevez probablement moins de respect, qu'un Noir du Sud profond aux beaux jours de Jim Crow. » Et le cycle évoqué plus haut se trouve perpétué : désespoir, misère, drogue, crime, destruction de la famille et donc de la communauté. « Nous n'avons pas mis fin au système des castes raciales aux États-Unis, » dit-elle. « Nous l'avons simplement reconfiguré. »

Et pourtant : il y a bien un *black caucus* (groupe d'élus noirs) composé de 43 membres du Congrès, le puissant gouverneur de mon État (le Massachusetts), les président(e)s de diverses et prestigieuses institutions américaines, universités et autres, sont bien noirs – pour ne pas parler du Président de la République. Alors… ? L'explication de ce paradoxe dépasse le cadre de cette Lettre. Disons que la société américaine n'en est pas à une contradiction près.

PS. J'avais terminé cette *Lettre* lorsque les nouvelles de Ferguson (Missouri) commençaient à tomber, un garçon noir non armé tué par un policier blanc; répression militaro-policière après… Le lecteur de cette *Lettre* ne sera pas trop surpris.

David BALL
dball@smith.edu

Notes

1. A la différence de celle de l'Hôtel de Ville, également sur la Libération de Paris.
2. Restaurants peu chers qui imitent la forme d'un wagon-restaurant américain.
3. D'où le film « *42* » avec Harrison Ford et le jeune acteur noir Chaswick Boseman, qui a connu un grand succès en 2013.
4. Et bien sûr, des quartiers « hispaniques » ou « latino » peuplés par des immigrés du Mexique et des pays d'Amérique Centrale ou des Caraïbes. Mais ceci est un autre sujet.
5. « Salaire tel que la moitié des salariés de la population considérée gagne moins et l'autre moitié gagne plus. Il se différencie du salaire moyen qui est la moyenne de l'ensemble des salaires de la population considérée. » INSEE.
6. Les lois Jim Crow (*Jim Crow Laws*) : une série de règlements promulgués dans les États du sud entre 1876 et 1964. Ces lois distinguaient les citoyens selon leur appartenance « raciale » et formaient la base de la ségrégation raciale aux États-Unis. Le nom « Jim Crow » viendrait d'un vieux numéro de music-hall qui caricaturait les Noirs.
7. Avocate, professeur de droit, militante pour les droits civiques.

Au fil des lectures

Tout pour tous ! *(L'expérience zapatiste, une alternative concrète au capitalisme)*
Par Guillaume Goutte
Libertalia, coll. « À boulets rouges », 2014, 104 pp.

Placé sous l'égide de P. Canjuers et G. Debord affirmant que « le mouvement révolutionnaire doit devenir lui-même un mouvement expérimental », ce petit livre a d'abord le mérite de resituer l'expérience zapatiste au Chiapas dans le temps long de cinq cents ans de lutte indigène : la découverte du continent s'accompagna d'une exploitation forcenée des Indiens, puis l'indépendance du pays ne leur profita pas tandis que la révolution de 1911 fut trahie au profit d'un parti qui, adepte de l'oxymore, se qualifia de révolutionnaire et d'institutionnel, confisquant le pouvoir durant des décennies. Il s'attarde ensuite sur les conditions de la naissance, peu connue, de la rébellion à partir de 1983. Il en suit les différentes étapes jusqu'au 1er janvier 1994 qui voit l'EZLN occuper, les armes à la main, plusieurs villes de l'Etat du Chiapas, puis aux accords de San Andrés (16 février 1996) entre le gouvernement fédéral mexicain et une délégation zapatiste. Ceux-ci reconnaissent de nombreux droits aux peuples indigènes (différence culturelle, habitat, occupation et utilisation du sol, autogestion politique communautaire, etc.), mais, loin de les mettre en œuvre, le gouvernement entame contre eux une guerre de basse intensité au Chiapas. En réaction l'EZLN se propose de construire l'autonomie des communautés indigènes et de « connecter les territoires rebelles avec le reste du monde ». L'auteur présente enfin les trois niveaux de « gouvernement » dans les zones libérées, établissant une société non seulement sans État, mais contre l'État, avant de détailler ses réalisations dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'économie et de la justice.

Délaissant les aspects spectaculaires de l'expérience zapatiste comme les postures néo-tiers-mondistes où l'on fantasme sur des révolutions exotiques, l'auteur prend l'exacte mesure de l'insurrection du Chiapas. Il insiste à juste titre sur les réalisations concrètes des zapatistes qui constituent des raisons tangibles de ne pas désespérer dans des temps difficiles. Il ne cache pas non plus les insuffisances du processus et les nombreux défis qu'il devra surmonter dans l'avenir. Complété d'une courte bibliographie, ce petit livre constitue une excellente introduction à une expérience qui, vingt ans après l'insurrection du 1er janvier 1994, représente l'un des principaux antidotes à la contre-révolution néo-libérale d'un capitalisme toujours plus mortifère.

Louis SARLIN

Quelques camarades dont l'abonnement arrive à expiration, ne l'ont pas encore renouvelé. Nous leur demandons de bien vouloir se mettre à jour.
Depuis sa création en 1925, par Pierre Monatte, la* RP *ne cesse de défendre ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre. Il nous paraît important que nous puissions encore faire entendre leur voix, librement, dans nos colonnes…
C'est grâce à vous tous que la* RP *peut continuer à vivre. Merci de votre fidélité et de votre soutien actif.

Sommes-nous marxistes ? Dès l'origine, la *RP* a connu des Camarades appartenant à divers courants du mouvement ouvrier… Depuis, des Camarades comme Daniel Béresniak, ont comparé le marxisme – à cause peut-être de son aspect messianique – à un conte de fée. La Belle endormie étant le prolétariat, l'élixir magique, la conscience de classe, le Prince charmant, le Parti qui lui apportait le bonheur.
Les choses sont beaucoup plus compliquées à l'heure où le capitalisme financier a remplacé le capitalisme industriel.
Nombre de concepts marxistes reprennent force et vigueur, ainsi, par exemple, l'idée que l'objet fabriqué – même numérique – représente toujours un temps de travail individuel, de même les notions de valeurs d'usage et de valeurs d'échange, celles d'aliénation, voire la théorie générale du fétichisme.
Aujourd'hui, le financier domine l'économique et le politique…
Faute de place, nous ne pouvons passer en entier l'article excellent de Nicolas Dessaux. La suite paraîtra dans le prochain numéro de notre revue. L'Histoire qu'il évoque est d'autant plus riche qu'elle est à la fois transculturelle (le communisme-ouvrier a traversé nombre de sociétés) et locale puisqu'elle se situe au Moyen-Orient, une contrée dont le passé philosophique fut – avant que l'Occident ne s'en mêlât – à la fois divers et prestigieux.

J. M.

Le communisme-ouvrier

Histoire d'un courant marxiste né au Moyen-Orient

L'Iran et l'Irak sont presque quotidiennement sous les lumières de l'actualité internationale. Par contre, l'histoire et l'originalité de leur extrême-gauche sont souvent mal connues, même dans les milieux intéressés par ce genre de questions. La présente contribution vise à donner quelques éléments et clefs de lecture à propos d'un courant spécifique, le communisme-ouvrier (avec un tiret, comme l'emploient ses militants), qui joue un rôle important dans le mouvement communiste de ces deux pays, mais aussi par le biais de l'asile politique, dans les communautés iraniennes et irakiennes en exil. Six partis politiques, formant trois tendances distinctes au sein du même mouvement, se réclament de cette dénomination, de même que des groupes mineurs en France et aux États-Unis d'Amérique. Même si j'étais tenu d'aborder certains aspects théoriques du communisme-ouvrier, l'essentiel de mon propos portera sur les conclusions pratiques qu'en tirent les militants et les organisations.

1 - Aux origines du communisme-ouvrier en Iran

L'histoire de l'extrême-gauche en Iran est marquée, dès ses origines, par un débat entre « nationalistes » et « purement communistes ». C'est un affrontement qui transcende l'histoire du Parti communiste d'Iran, de sa fondation en 1920 à sa liquidation stalinienne, et que l'on retrouvera dans les différentes tendances de l'extrême-gauche après-guerre. Pour résumer brièvement, les uns considèrent que l'Iran ne dispose pas d'une classe ouvrière développée et que la priorité est à l'alliance avec la bourgeoisie nationale. Les autres estiment qu'il existe un véritable mouvement ouvrier en Iran, qu'il faut le développer sur des bases communistes et refuser l'alliance avec la bourgeoisie. C'est dans le cadre de ce débat qu'il faut situer l'émergence et le développement des tendances qui vont poser les bases du communisme-ouvrier.

a) Komala

En 1969, un groupe d'étudiants kurdes de Téhéran et de Tabriz créent l'*Organisation révolutionnaire du peuple ouvrier du Kurdistan*. L'organisation sera connue sous le nom de *Komala*, qui fait directement référence à l'*Association pour la renaissance Kurde*, également surnommé Komala, qui avait joué un rôle dans la fondation de la république de Mahabad en 1946, dans la zone contrôlée par l'Armée rouge soviétique.

La nouvelle organisation est inspirée par le maoïsme, mais va évoluer rapidement en dehors. Son évolution la fait passer de l'une à l'autre des grandes positions évoquées en introduction. Dès 1972, elle met l'accent sur la classe ouvrière, considérant que la réforme agraire a entraîné une prolétarisation rapide de la petite paysannerie. Puis, en 1975, elle abandonne la théorie du « pays semi-colonial et semi-féodal », pour mettre l'accent sur le thème du « capitalisme dépendant » et dénoncer la bourgeoisie comprador. En 1979, elle abandonne officiellement le maoïsme « inadapté aux conditions de l'Iran, puis en 1981 dénonce le mythe la « bourgeoisie nationale progressiste. Chaque étape prend la forme d'une autocritique explicite.

Le tournant ouvrier de l'organisation n'est pas seulement verbal. Ce regain de visibilité entraîne de nombreuses arrestations en 1975. La révolution de 1978 libère les militants emprisonnés et permet à l'organisation de s'implanter au Kurdistan, notamment à Sanandaj. En avril 1980, Komala et les Fedayin (minorité) organisent le soulèvement armé, qui ouvre une période de guérilla intense, avec une vaste zone libérée. Son ancien commandeur militaire estime à 4000 le nombre des peshmergas de Komala, chiffre que l'on retrouve dans différents témoignages de l'époque.

Dès 1982, les militants de L'union des militants communistes se sont rapprochés de Komala et viennent

se réfugier dans la zone libérée. Les deux organisations vont bientôt fusionner pour former le Parti communiste d'Iran en août 1983. Lors de la fusion, des militants venus de Peykar, de Razmandegan et quelques Fedayin (minorité) rejoignent l'organisation. C'est une organisation largement décentralisée, dans laquelle la radio joue un rôle de coordination pour les cellules isolées, notamment pour le travail d'usine. En effet, le travail clandestin se poursuit dans les usines. Les ouvriers saisonniers kurdes des briqueteries jouent souvent un rôle important dans ce travail. La zone libérée sert d'accueil pour les militants « grillés » dans le travail clandestin. J'ai ainsi pu recueillir le témoignage d'une militante successivement ouvrière dans le textile, peshmerga, puis infirmière dans un camp de base.

En 1984-1985, la concurrence avec les nationalistes kurdes du PDKI dégénère en affrontements armés qui vont durer de manière intermittente jusque 1987. Cela contribue à démoraliser la base militaire de Komala, qui commence à perdre pied face à l'armée gouvernementale. De nombreux peshmergas quittent la guérilla, tandis que les autres s'installent derrière la frontière irakienne grâce aux facilités mises en place par le régime baasiste en guerre contre l'Iran.

b) L'union des militants communistes

Le groupe qui fusionne avec Komala en 1983 pour former le Parti communiste d'Iran est un produit de la révolution. En novembre 1978, Hamid Taqvee et Jhoobin Razani, plus tard connus sous le nom de Nader, puis de Mansoor Hekmat à partir de 1982, deux étudiants en économie, créent le *Cercle marxiste pour l'émancipation ouvrière*. Dans le bouillonnement révolutionnaire, leurs thèses fondées sur une lecture serrée de Marx – y compris celles, encore nombreuses, qui ne sont pas disponibles en persan – trouvent des lecteurs et des militants. Elles prennent position dans le vieux débat sur la situation de l'Iran, en considérant que celui-ci est entré de plain-pied dans le capitalisme et que le salariat y est dominant. Ils rejettent donc la thèse maoïste d'un Iran «semi-colonial et semi-féodal», pour l'analyser en termes de capitalisme dépendant. La démocratie bourgeoisie et l'indépendance nationale y sont impossibles, c'est donc à la classe ouvrière d'assurer son hégémonie sur le mouvement révolutionnaire vers le socialisme. On comprend pourquoi cette conception, ancrée dans l'histoire de l'extrême-gauche iranienne, va converger avec celles de Komala.

Principalement étudiant, le petit groupe va se doter d'un journal, *Sahand*, et militer en direction des ouvriers et des chômeurs, tout en menant une polémique contre le « mythe de la bourgeoise nationale progressiste ». Ils créent finalement, fin 1979, l'union des militants communistes, qui dès avril 1981 décide de travailler avec Komala. Son existence est donc éphémère, mais joue un rôle essentiel dans la formation de bon nombre de militants encore actifs aujourd'hui – par exemple, Asqar Karimi, secrétaire du bureau politique du PCO d'Iran.

L'union des militants communistes pratique le « retour à Marx ». Ses publications théoriques font état d'une étude serrée du texte de Marx, y compris d'œuvres qui n'étaient pas publiées en persan à cette date et qui, comme les *Théories sur les plus-values*, sont généralement mal connues des marxistes. Les *Grundrisse*, les *Formen* et *l'Idéologie allemande*, font également partie des œuvres citées : ce sont donc les inédits, plutôt que les « classiques », qui sont mis à l'honneur, quoique publiés anonymement. Cette culture marxiste est celle de Mansoor Hekmat, qui a eu accès à ces textes lors de ses études en Angleterre – et traduit sans doute l'influence de la *New left*. Il s'inscrit donc dans un mouvement global de retour aux œuvres originales de Marx, également sensible en Europe occidentale à la même période. L'organisation met l'accent sur cette spécificité et se présente comme « marxiste révolutionnaire », dénomination qui précède celle de communisme ouvrier quelques années plus tard. Elle joue volontiers Marx contre les marxistes.

Lénine fait également l'objet d'une lecture attentive à cette période. Là encore, il s'agit souvent de jouer Lénine contre le marxisme-léninisme, en revenant aux sources de la théorie de l'impérialisme pour démonter « l'anti-impérialisme » tel qu'il est compris par la gauche iranienne. L'enjeu théorique est important, puisque c'est cette référence à l'anti-impérialisme qui fonde le ralliement d'une large partie de la gauche iranienne (et au-delà) au régime de Khomeiny, réputé représenter la « bourgeoisie nationale progressiste ». Par la suite, cette référence à Lénine s'estompe au moins chez Hekmat, sans jamais disparaître, mais elle restera forte dans la culture politique des militants.

A noter que la référence, même antagoniste, à la *New left*, reste évidente dans les débats qui précéderont la création du parti communiste-ouvrier. Elle marque également la culture de Peykar (« La lutte »), une organisation issue des Moudjahidines du peuple, sur une base non religieuse et marxiste-léniniste. L'UCC ne ménage pas ses critiques à Peykar, ironisant sur le fait qu'elle « lutte avec une épée de bois ». Après l'emprisonnement et le massacre de la majorité de ses militants en 1981-1982, la plupart des survivants ont rejoint le Parti communiste d'Iran.

c) Les sources du débat sur le communisme-ouvrier

En mars 1986, le Parti communiste d'Iran lance la publication d'un bulletin intitulé « *Le marxisme et la question de l'Union soviétique* », dont l'existence même démontre l'intérêt qu'on porte à ces questions au PCI en ces années de Perestroïka. Le premier numéro, en mars de la même année, comportait un article du même auteur sur le débat Sweezy-Bettleheim sur l'URSS dans la *Monthly review*.

Dans le troisième numéro, en décembre 1986, Mansoor Hekmat prépare avec Iraj Azarin un discours dans un séminaire du parti communiste d'Iran, intitulé « L'expérience de la révolution ouvrière en Union soviétique, Esquisse d'une critique socialiste ». C'est, à ma connaissance, le premier grand texte où il parle de communisme-ouvrier, qui vise « à mettre en avant

l'origine sociale du marxisme et du communisme : la classe ouvrière ». Si l'article porte sur l'URSS, il est évident que l'analyse de la révolution iranienne se superpose à celle de la révolution russe : l'alternative se situe entre communisme et nationalisme, et la révolution russe était perdue lorsqu'elle a optée pour le second terme. En 1987, Mansoor Hekmat rédige un long texte intitulé « Nationalisme de gauche communisme de la classe ouvrière, une revue de l'expérience iranienne », qui restera alors inédit, mais qui fait pendant au précédent en exposant de manière claire la façon dont Mansoor Hekmat envisage la défaite de la révolution iranienne. Le débat initial qui va mener à la création du parti communiste-ouvrier se situe donc à la croisée du long débat déjà mentionné entre communisme et nationalisme en Iran, et de la situation internationale dans le contexte de la perestroïka.

Vers la même période, Hekmat confie à Koorosh Modaresi ses inquiétudes sur le regain du nationalisme dans le parti. A vrai dire, la situation s'y prête. Le PCI est mis en échec militairement, sa base de recrutement est essentiellement kurde, mais si la guerre avec le PDKI lui fait perdre une partie de son audience, ses troupes sont stationnées au Kurdistan irakien. La période est propice aux débats et aux divisions – aux ébats et aux unions également, puisque les naissances se multiplient dans les camps de base. C'est dans ce contexte que va naître au début de l'année 1990 la fraction communiste-ouvrière, au sein du PCI. Après l'échec du soulèvement de 1991, Abdulah Mohtadi, secrétaire général du parti, prône un rapprochement avec l'UPK, discussion qui va pousser la fraction à provoquer la scission, consommée à la fin de l'année 1991. Le parti communiste-ouvrier d'Iran est né.

Une scission dans une organisation armée est toujours risquée. Askar Karimi est chargé de négocier les aspects pratiques à l'amiable : les combattants de deux organisation resteront six mois dans les mêmes camps, le temps de permettre au nouveau parti de s'installer ailleurs. Il ne réclame aucune part sur les moyens (finances, radios, journaux, armes). Si bien que la scission se déroule dans le calme.

Il faut noter, à partir de la guerre en Yougoslavie, une inflexion des thèmes chez Mansoor Hekmat. L'Iran, avec neuf nationalités, treize groupes ethniques, cinq groupes linguistiques, lui apparait comme susceptible de plonger dans un conflit similaire, si bien que la dénonciation de l'ethnicisme va doubler celle du nationalisme dans le discours des PCO, tandis que la critique de l'islam politique va s'affiner et se développer, au point de devenir la « marque de fabrique » des communistes-ouvriers. En 1997, à l'occasion d'un débat avec *Rah-e Kargar*, une autre organisation d'extrême-gauche iranienne en exil, Hekmat va initier sa critique du multiculturalisme et affirmer son universalisme.

Le nouveau parti va se consacrer à la réorganisation de ses réseaux et à apparaître comme l'opposant le plus résolu au régime iranien. Ainsi, lorsque les réformistes, proches de Khatami, arrivent au gouvernement en 1999, une partie de l'opposition en exil, notamment le Tudeh, est tenté d'accepter le dialogue. La conférence de Berlin, organisée sous l'égide des Verts allemands, regroupe des intellectuels réformistes et des opposants en exil. Elle est interrompue par des militants du PCO, et tourne à la débandade. Au demeurant, plusieurs participants réformistes seront arrêtés aussitôt après leur retour en Iran, ce qui amena le PCO à engager une campagne pour leur libération – y compris ceux qui demandaient à la tribune l'exécution des communistes-ouvriers.

Nicolas DESSAUX
(à suivre)

Au fil des lectures

Fil rouge
Expériences et écrits sur le syndicalisme international

Par Dan Gallin

Avant-propos de Charles Magnin, Président du Collège du Travail

Collège du Travail, rue des Maraîchers 11. CH-1205 Genève (272 pp.)

Dan Gallin est un grand militant syndicaliste qui, très tôt, s'engage pour lutter contre le capitalisme international – aujourd'hui devenu financier – cette hydre aux mille têtes. Né à Lwöw en Pologne a un père conseiller général de Roumanie, une mère en partie arméno-polonaise. Dès sa jeunesse, mesurant l'injustice du monde, il est un rebelle. C'est pourquoi, très vite, il devient un internationaliste. Dans *Fil rouge*, il relate – avec le souci constant de rappeler les faits – son expérience riche, militante et professionnelle, de syndicaliste qui est, par conséquent, d'emblée, transnationale.

Il explique qu'il étudia la sociologie, non seulement pour comprendre le monde mais pour le transformer. Secrétaire Général, durant trente années, de l'Union Internationale des Travailleurs de l'Alimentation (UITA), il rappelle, avec précision les luttes qu'il a menées, notamment dans les affaires *Nestlé* au Pérou et *Coca-Cola* au Guatemala, ainsi que sa volonté que l'UITA devienne une force de négociation, d'où l'accord signé avec *Danone* en 1982 et *Accor* en 1995. Cet accord ne concerne pas seulement la garantie des droits syndicaux élémentaires, mais aussi l'égalité entre les hommes et les femmes, et, un peu plus tard les questions de santé et de sécurité.

Il dénonce des exactions – par exemple les assassinats de syndicalistes – et, en 1986, les activités clandestines du Département International de l'AFL-CIO qui finance secrètement syndicats et groupes politique en France et en Europe. De même, il s'insurge contre l'URSS stalinienne et explique par exemple combien le mouvement ouvrier a besoin d'histoire « non pour développer une nouvelle idéologie (c'est le cas de cette génération et des générations futures) mais pour nous dire comment cela s'est produit. Il nous faut connaître notre passé pour donner forme à notre avenir ».

Il montre aussi, dans une étude comment les femmes travaillent et s'organisent dans le secteur informel… On a dit de notre Camarade qu'il était « un enfant terrible » du syndicalisme. Sans aucun doute. La rébellion qu'il a rencontrée, quand il était adolescent en lisant Camus, Sartre, Koestler, en se passionnant pour le surréalisme, ne l'a jamais quitté. Il est aussi un ardent démocrate.

Comme l'écrit dans son avant-propos Charles Magnin, ce qui est exceptionnel chez Dan Gallin, c'est qu'il ne cesse de relier

le local et le global, qu'il célèbre le courage de dire « non » et la nécessité de se dresser individuellement ou collectivement contre toute oppression.

Il préside depuis 2005 le Conseil de Fondation du Global Labour Institute (GLI) dont le but est la recherche et la formation au sein du mouvement syndical.

Un livre précieux à lire séance tenante pour tous les camarades de la *RP*.

Les enjeux de la laïcité à l'ère de la Diversité Culturelle Planétaire

Préface d'Edgar Morin. Sous la Direction de Jacques Cortès
GERFLINT, 17, rue de la Ronde Mare, Le Buisson chevalier, 27240 Sylvains les Moulins. (404 pp.) Participation 23 euros, par chèque libellé à l'ordre du GERFLINT

L'ouvrage publie les Actes du colloque que le Groupe d'Etudes et de Recherches pour le Français Langue Internationale (GERFLINT) adresse à tout chercheur travaillant dans le domaine des sciences de l'homme. Un de ses projets est de contribuer à l'analyse des grands faits de civilisation du monde. Edgar Morin, dans sa préface évoque *La Laïcité* de Jean Cornec (1965). Celui-ci est peut-être le premier, dans sa conclusion, à suggérer qu'il restait à préciser et à promouvoir une laïcité œcuménique (notre Camarade n'avait pas peur des adjectifs) sur tous les continents sans pour autant nous prononcer sur les conceptions politiques des Etats – à moins qu'ils fussent fascistes.

Cinquante ans après, c'est exactement le point de vue de réflexion qu'envisage le colloque du GERFLINT.

On ne peut citer tous les orateurs. Les plus intéressants d'entre eux – loin des calculs opportunistes auxquels prédispose, depuis toujours, la laïcité quand elle est manipulée par certains politiques – proposent des idées novatrices dont notre planète, tellement dominée, par les marchés financiers a besoin.

Jean Baubérot qui opte aujourd'hui pour la laïcité sans épithètes, avec une rare sagacité examine la situation actuelle par rapport à celle de 1905, en constatant courageusement que la laïcité, si elle est toujours au cœur de notre époque, n'apparaît plus le combat entre les deux France : celui de la gauche contre la droite puisque la droite et – attention danger ! – la droite extrême s'en réclament.

Avec lucidité et probité – n'hésitant pas à aller à contre-courant des préjugés qui courent les rues populaires et alimentent les rumeurs dans les salons des nantis – le sociologue Michel Wiewiorka s'inquiète que bien des tenants de la laïcité se sentent menacés par leur représentation fallacieuse d'un islam unidimensionnel. Il repose sur l'ignorance de l'extraordinaire variété de ses courants, sur celle des traditions de la civilisation perso-arabo-berbère, qui a tant apporté à l'Occident. Il conduit à diaboliser chaque musulman, à le considérer comme un intégriste en puissance, à confondre toute une population souvent ghettoïsée par ses conditions d'existence, avec « les Fous de Dieu » qui veulent mettre à feu et à sang les mécréants. La laïcité à la française, souligne l'intervenant, « passe à côté des dimensions planétaires, mondiales, globales, de ce qu'elle étudie ». Elle méconnaît les faits religieux comme les faits économiques et se satisfait de s'enfermer dans le seul cadre de l'Etat-nation.

Chantal Delsol, philosophe, fondatrice de l'Institut de Recherche Annah Arendt, montre que le système de l'Archontat chez les Grecs, sépare déjà le religieux du politique puisque… le roi ne revêt que la fonction sacrée et que les deux Archontes se partagent le politique et le militaire. Si l'Eglise romaine céda à la théocratie sous les Carolingiens, l'oratrice, citant les mots attribués à Christ « Il faut rendre à César ce qui appartient à César et à Dieu ce qui est à Dieu » rappelle que Thomas d'Aquin, non seulement essaya de concilier les Evangiles avec Aristote, mais pense que « le monde social peut aller tout seul sans avoir besoin du sacré ».

Notre Camarade Jacques Demorgon dont nos lecteurs connaissent la profondeur de la pensée, analyse « la laïcité qui vient » et, avec une grande audace intellectuelle, n'hésite pas à l'inscrire dans la genèse de l'Homo Sapiens. Surtout, rappelant que, dans le passé comme aujourd'hui, les secteurs d'activité (religieux, politique, économique, informationnel) n'ont cessé de se combattre et de vouloir prendre le pas sur l'autre. Déjà l'Histoire des hordes, ensuite celle des tribus, puis des royaumes et des empires, enfin celle des sociétés marchandes se lit à cette aune. Nous disposons de microscopes pour voir l'invisible, de télescopes pour voir de loin, pas encore de macroscopes pour la mondialisation. Pourtant celle-ci s'emballe comme un quadrimoteur fou (Edgar Morin), tant les secteurs d'activité – d'aucuns au nom du dieu Profit, d'autres au nom d'une divinité, certains avec les media, au nom d'un Mercure inquiétant, etc. se livrent désormais une guerre démente et sans merci.

La laïcité à construire s'inscrit dans ce contexte. Bref, conclut notre ami, « L'humanité existe à peine ».

Un Musulman, Abdennour Bidar, philosophe, le Tunisien Salah Majri, linguiste et l'Ivoirien Urbain Amoa, Recteur de l'Université d'Abidjan interviennent avec force et justesse, pour employer le vocabulaire de ce dernier et pensent qu'il s'agit de « travailler à l'amélioration morale ainsi qu'au perfectionnement intellectuel et social de l'humanité. »

Les acteurs du mouvement social, les militants syndicaux et associatifs devraient prendre connaissance des travaux des intervenants de ce colloque passionnant qui invite chacun à agir sa pensée pour penser son action.

Jean MOREAU

Abonnements – Réabonnements (23 euros)

Nom…….…… Prénom.....……

Adresse…….…….....……

Pour l'abonnement, je règle :……...…….....23 €

En plus de mon abonnement, j'alimente la souscription permanente en versant : ……..……..... €

Total : **.....…… €**

Chèque postal ou bancaire, à l'ordre des Amis de la Révolution Prolétarienne CCP : 8044 64 Y PARIS,

adressé à *Jean Moreau, 26, rue des Rosiers, 75004 PARIS*